L'unité

N°6 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 3 mars 1972



LES FLICS DU PATRONAT

Chaban a perdu le Nord / Les sous-bois de la majorité / Nixon a payé cash / La France des marchands de canons

Sommaire

3
Tournées : Chaban a perdu le Nord

4
Nord : Une économie à la traîne
22 sièges à sauver

6
Billancourt : Les flics du patronat

8
Editorial : Le seul adversaire

9
Syndicats :
Le « réalisme » de Georges Séguy
Un révélateur pour la Chimie ?

10
A contre-pied

11
Chine : Nixon a payé cash
Taïwan : Un destin fragile

13
Humeur : La pilule au pilori, par Henri-François Rey

14
Consommation :
Le Salon des rêves ménagers

15
Immobilier :
Les sous-bois de la majorité

17
Le livre de la semaine :
Portrait-souvenir de la S.f.i.o.

18
Télévision :
Plus efficace qu'un discours
Au risque de vous plaire

19
Théâtre : Mohamed, prends ta valise
Jazz : Une fille de l'Alabama

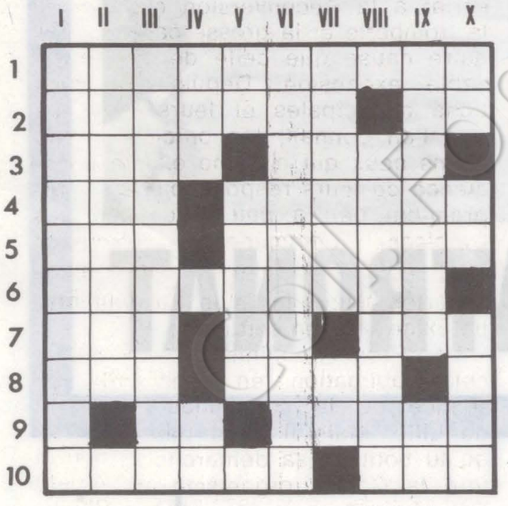
20
Document :
La Ve République des marchands de canons

23
Courrier : Nos lecteurs et les impôts

24
Ma part de vérité :
La ville et les champs, par François Mitterrand

Photos :
Jean-Pierre Coureuil (page 20) Gamma (page 21) Guena (pages 4, 9) Keystone (pages 5, 12, 18, 21, 22) Agence Libération (pages 6, 7) André Perlstein (pages 4, 15, 16, 19) Sabadel (pages 10,11) Jules Sullivan (page 3) U.P.I. (page 1).

Mots croisés



Problème n° 6

HORIZONTALEMENT

1 - Si vous trouvez que la « nouvelle société » l'est, alors ! 2 - La chose d'un roi français de l'acier. Vient entre le titre et la spécialité. 3 - Bien caché. Chez Richard Nixon, c'est un état normal. 4 - Olof Palme laisse couler. Ça peut troubler. 5 - Gaston Defferre aime sans doute cette vieille maison. N'était pas à la proue de la Ve République. 6 - Espérons qu'il n'abusera pas. 7 - S'effondra à Appomatox. Ce n'est pas l'Eldorado, mais ça commence ! Belle-mère cruelle. 8 - Difficile à dire que c'est un peu fort. Arrivés. 9 - Encore un qui a été récupéré. On les compte, même s'ils sont nuls. 10 - Entrelacée. Son compte est bon.

VERTICALEMENT

1 - Ont sans doute un important avoir fiscal. 2 - Doubler un bateau. 3 - Pour celui qui a une bonne descente, ce sont d'excellents remontants. 4 - Si elle n'existait pas, il serait difficile de faire le trottoir. Un peu bousculés par les temps qui courent. 5 - Pas de doute c'est le meilleur. Mauvais chrétien, hérétique ! 6 - Serbo-croate ou monténégrin. 7 - Met de l'huile sur le feu. Elle aurait aimé voir passer les trains. 8 - Déçoit. 9 - On y trouve en grand nombre Perses et police. Un article que n'exporte pas Boumédiene. 10 - Commencent ensemble. Ce n'est pas une note confidentielle. Bien charpenté.

SOLUTION DU N° 5

HORIZONTALEMENT : 1. Bourgeoise. - 2. Ruminons. - 3. Are. Onc. Or. - 4. Na. QS. Lama. - 5. Cloutée. B.S. (Bulletin socialiste). - 6. Soit. Ale. - 7. Antiquités. - 8. Go. Uval. - 9. Ecriée. Art. - 10. Seul. Sosie.

VERTICALEMENT : 1. Branchages. - 2. Oural. Noce. - 3. Ume. Ost. Ru. - 4. Ri. Quoi. Il. - 5. Gnostique. - 6. Eon. Etuves. - 7. Oncle. IA. - 8. Is. Atlas. - 9. Omble. RI. - 10. Ecrasés. Té.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddei.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : J.C. Charlet
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Tournée

Chaban a perdu le Nord

Les milieux parisiens ont présenté la visite du Premier ministre dans le Nord comme un test politique après la campagne sur l'avoir fiscal. Les instances régionales de l'U.d.r., qui ne manquent pas une occasion de masquer les réalités derrière le paravent commode de la propagande, avaient appelé à accueillir chaleureusement « Jacques Chaban-Delmas, grande figure de la Résistance, Compagnon de la Libération »; et leurs parlementaires avaient invité le Nord « à lui témoigner sa confiance pour l'action entreprise dans la région ». Belle confusion des genres.

Sur ce plan, le voyage, avant même d'être commencé, était un fiasco. Si Chaban-Delmas cherchait des bains de foule pour rehausser sa cote personnelle, il eût été mieux inspiré de s'abstenir. Les positions des organisations syndicales et politiques, les arrêts de travail, l'opération « villes mortes » jeudi dans le bassin minier, les protestations des cadres et des commerçants, auront été l'expression publique d'une condamnation : celle d'une politique.

En fait, pour tous, sauf pour les nostalgiques de l'U.d.r., c'est le chef de l'exécutif que le Nord reçoit jusqu'à ce vendredi soir, et les responsables régionaux ont pris, d'une manière ou d'une autre, suivant leur charge, leurs dispositions pour l'alerter sur une situation économique et sociale que beaucoup jugent critique.

Le préfet, bien que nouvellement installé, a vite compris. Sur son insistance, les premiers projets ont été revus et corrigés : le séjour a été écourté, la plupart des visites prévues dans le Pas-de-Calais minier — là où les réactions sont les plus vives — annulées, la séance de la Coder, élargie aux élus des deux départements, aux bureaux des Conseils généraux et à tous les maires des villes de plus de 20 000 habitants. A la demande pressante des socialistes, les réunions d'Auchel et de Lille ont été transformées en confrontations, afin de permettre aux organisations politiques, syndicales et professionnelles d'exprimer leur point de vue.

Le Comité d'action pour l'emploi Nord-Pas-de-Calais, contre le chômage, pour la défense et la promotion de l'emploi, pour la garantie des ressources, rassemble le Parti communiste, le Parti socialiste et les syndicats. Les organisations de gauche font la même analyse, avancent des propositions identiques; une grande manifestation de masse est, dès maintenant, prévue pour avril. Elles ont trouvé et trouveront — suivant des modalités diverses qui traduisent la diversité des responsabilités — l'accent et les arguments communs pour souligner l'inquiétude des populations devant la crise économique qui atteint l'ensemble de la région et pour réclamer les mesures immédiates qu'appelle la situation de l'emploi, du logement et des équipements.



Car le Nord présente les caractéristiques d'une colonie. Le taux élevé de sa production pour les matières premières et les produits semi-finis s'accompagne du record de modicité des revenus individuels. La densité exceptionnelle de son urbanisation n'a d'égal que les insuffisances criantes de ses villes. Le Nord perd, chaque année, une fraction de son potentiel industriel et les mesures gouvernementales prises depuis ces dernières années ne vont pas assez vite et ne vont pas assez loin **(voir en page suivante).**

Trompette et grosse caisse

A ce tableau de carence, s'ajoutent les vifs griefs des élus locaux et départementaux à l'encontre des méthodes. De 1968 à mars 1971, les ministres ont ignoré les assemblées départementales et les hôtels de ville. Systématiquement. Le Commissariat à la Reconversion est devenu la trompette et la grosse caisse d'une autre cause que celle de l'indispensable expansion. Depuis les élections municipales et leurs résultats, que l'on connaît, les officiels — du moins ceux qui ont une exacte conscience de leurs responsabilités — reprennent peu à peu le chemin des « maisons communes », retrouvent goût pour les réunions de travail, ouvertes à tous les élus. La démocratie exige qu'il en soit ainsi.

Le Premier ministre a compris cette obligation en présidant une séance de la communauté urbaine de Lille. Mais il n'est pas allé jusqu'au bout de sa démarche et a préféré la Coder, organisme consultatif très discuté, aux assemblées départementales, pour finalement accepter, dans la salle même du Conseil général du Nord, une réunion qui n'était plus celle de la Coder...

Décidément, quand on est Premier ministre et que l'on choisit le Nord, il est difficile d'échapper aux problèmes de la région et de trouver sur son passage d'autres élus que ceux de l'opposition. Si Chaban-Delmas cherchait autre chose, alors il ne lui fallait pas entreprendre ce voyage.

PIERRE MAUROY

Une économie a la traîne

La lanterne rouge, en France, pour le logement ? Le Nord. Pour l'hygiène et les soins médicaux ? Le Nord, encore. Le n° 1 du chômage ? Le Nord, toujours.

Voilà le guêpier économique et social dans lequel on a poussé Jacques Chaban-Delmas en lui disant : « Go north, young man ». Pas plus qu'il ne suffit de baptiser une écluse de son nom pour recueillir l'héritage du lillois Charles de Gaulle, on ne peut, par exemple, aller cajoler Dunkerque quand on lui a préféré Le Havre. Car c'est Le Havre qui a été choisi, en haut lieu, comme terminal pétrolier pour les navires de 500 000 tonnes; et par oléoduc, Valenciennes fait déjà partie de l'hinterland du port normand.



Pierre Mauroy, maire-adjoint de Lille.

Le Pouvoir s'est avéré incapable de résoudre les problèmes de conversion du bassin minier, pourtant si riche en main d'œuvre et en structures. La chimie n'a fait qu'épouser le charbon dans ses difficultés et sa mort lente. Et voici qu'après une explosion accidentelle survenue le 30 janvier, à l'usine de Mazingarbe — la seule usine pour une agglomération de 50 000 habitants ! — tout ce qu'on trouve à faire est d'envoyer, pour les inciter à la démission et au départ, une lettre aux 2 200 ouvriers de l'ammoniac, du méthanol et de l'eau lourde. Alors qu'il s'agissait, au départ, d'une suspension temporaire pour 250 emplois, aucune garantie n'est donnée pour la remise en service d'une usine naguère présentée comme élément déterminant de la reconversion minière.



Une « courée » à Roubaix.

Une vieille nouveauté

Ce ne sont pas les déclarations tapageuses sur les implantations prévues dans le secteur de l'automobile — en réalité, une « nouveauté » déjà ancienne — qui suffiront à répondre aux besoins, et à éviter une émigration qui atteint le rythme de quinze mille jeunes par an. Alors que les puits ferment l'un après l'autre, conformément au calendrier établi par le rapport Nora, et qu'approche la date prévue pour la fin de l'exploitation — 1983 — les mineurs devront-ils se convertir en O.S., ou céder la place à une main-d'œuvre étrangère ? Ce n'est pas le récent accord contractuel dans les Charbonnages **(voir en page 9)** qui suffira à apaiser des craintes aussi fondées.

Il y a déjà 40 000 demandeurs d'emploi dans la région. Il y en aura 1 200 de plus le 30 juin, lorsque la Cotonnière de Fives aura définitivement fermé ses portes. Bien sûr, ici comme à Mazingarbe, on fait état des mesures de reclassement. Mais la crise de l'emploi n'est pas seulement affaire de statistiques. Les reclassements sont trop souvent assortis d'inconvénients qui atteignent les travailleurs dans leur vie quotidienne, sociale, familiale, sanitaire... Tous les symptômes du déracinement sont profondément ressentis, même lorsqu'on quitte une cité du Bassin pour une « métropole » ou pour les grands ensembles qui poussent sur le littoral.

Triste bilan en vérité, malgré les distinctions subtiles entre emplois « négociés » et emplois « créés » (21 000 créations réelles depuis 1966, pour des négociations portant sur un chiffre triple).

Une perte de 44 000 emplois

Au cours des huit dernières années, pour maintenir les départements du Pas-de-Calais et du Nord au niveau national, il aurait fallu un gain de 77 000 emplois. Or, il y a eu perte, au contraire, de 44 000 emplois ! Le Nord n'est pas actuellement en me-

sure de faire face à une progression démographique normale. Jusqu'alors, il avait ses difficultés propres, contrastant avec l'expansion de bien d'autres régions. A ces difficultés structurelles vient, maintenant, s'ajouter l'effet des difficultés conjoncturelles imposées au pays tout entier par la crise monétaire internationale.

Sait-on que, dans la même région, 50 % des jeunes ne reçoivent encore aucune formation au-delà de la scolarité obligatoire, que bien des logements récemment construits ne comportent ni chauffage central ni eau sur l'évier, pour ne rien dire des tristement célèbres « courées » de Roubaix ?

« Devenu mégalomane, note Jacques Piette, maire socialiste d'Hénin-Beaumont, l'Etat fait le Concorde partout. En fait d'Aménagement du Territoire, on joue toutes les cartes à la fois, mais on refuse les cohérences, ce qui amène de nombreux secteurs à être des assistés sociaux. »

Pourtant, le Nord ne manque pas d'atouts, au moment où le Marché commun s'ouvre à la Grande-Bretagne. La région devrait devenir le fer de lance d'une politique d'industrialisation. Pierre Mauroy, premier secrétaire de la fédération du Nord et maire-adjoint de Lille, a défini les conditions d'une relance : « Une étroite coordination entre les négociations d'emplois, l'évolution du marché du travail, la formation professionnelle et le contrôle de l'implantation d'activités nouvelles : informatique, industries de pointe... Ce n'est pas facile, dans une économie de marché dominée par la règle du profit, qui nous fait nous heurter sans cesse au mur des intérêts privés. »

Chaban-Delmas, ce vendredi, va regagner Paris dans un grand éclaboussement de promesses. Mais François-Xavier Ortoli en a tant fait avant lui... Comment les gens du Nord ne seraient-ils pas sceptiques ? Ils savent qu'il a fallu, par exemple, à leurs voisins ardennais descendre dans la rue, et la fermeté d'une action menée par André Lebon, député-maire socialiste de Charleville-Mézières, pour faire entrer dans un début de réalisation les promesses accumulées pendant plus d'un an par — justement — Chaban-Delmas et son ami Jean Matteoli, aujourd'hui commissaire à la Reconversion dans le Nord, à la suite du transfert à Bordeaux du projet Ford pour cause d'élection partielle. Alors, les promesses...

PIERRE MILLY



Un pétrolier pénétrant dans le port de Dunkerque.

22 sièges à sauver

Le voyage de Jacques Chaban-Delmas dans le Nord a des implications électorales évidentes. A un an des législatives, le Premier ministre a inauguré à sa manière la campagne électorale.

Rude tâche. C'est que Pompidou n'est pas de Gaulle. Tandis que 48,1 % des inscrits, en 1965, accordaient leur voix au Général dans le département du Nord, 37,7 % seulement d'entre eux se sont prononcés, en 1969, en faveur de son successeur. Ce qui représente, en pourcentage, une chute de plus de 10 %. Dans le Nord plus qu'ailleurs, l'héritage du gaullisme ne va pas de soi. Aujourd'hui, 22 élus de la majorité se posent la question.

La grande peur de mai-juin 1968 avait-elle faussé la donne, en laissant croire que les voix dérobées, en 1958, par de Gaulle aux formations de gauche implantées depuis longtemps dans la région, allaient naturellement se reporter sur les candidats de l'U.d.r., qu'ils soient gaulliens ou pompidoliens ? Cependant, les révoltes de Gabriel Van Calster, suppléant de François-Xavier Ortoli, et de Jacques Vendroux, beau-frère du Général, ont nettement marqué, devant l'opinion, la différence qu'il y avait entre le passé du régime et son avenir.

Par rapport aux élections législatives de 1967, la majorité avait gagné, en 1968, 12 sièges dans cette région. Elle avait su profiter de la division de la gauche et de la réaction de l'opinion « aux barricades du Quartier latin ». La plupart de ces sièges, acquis pour ainsi dire à la sauvette, sont aujourd'hui plus que menacés.

Le voyage de Chaban-Delmas constitue le premier assaut de la majorité contre les socialistes et les communistes. Trois vedettes de la majorité — François-Xavier Ortoli, Maurice Schumann et Pierre Billecocq — tous trois élus locaux, déjà, se chargeront de mener la bataille finale. En dépit de cette offensive, l'opposition doit reprendre les sièges qui lui ont échappé, parfois de quelques centaines de voix, en 1968. Dans le Nord, notamment, ceux du giscardien Jean Durieux (Le Cateau) et des U.d.r. Hubert Rocher (Lille), Robert Menu (Ronchin), Alban Voisin (Le Quesnoy), Robert Vandelanoitte (Seclin) et Bernard Lebas (Maubeuge). Dans le Pas-de-Calais, ceux de Benjamin Catry (Saint-Omer), Henri Collette (Boulogne), Hubert Dunont-Fauville (Béthune), Jacques Vendroux (Calais).

Un voyage, on le voit, qui n'a pas pour seule fonction de redorer le blason du Premier ministre et d'inaugurer les chrysanthèmes...

A.V.

Les flics du patronat

Lundi matin, rue Bonaparte, à Paris, le long de l'école des Beaux-Arts. Un immense drap rouge recouvre le mur d'enceinte de l'école, que des étudiants viennent de repeindre en noir. La couleur des jours de deuil. Dehors, quelques groupes discutent, sans éclats, l'air grave, comme abasourdis. Puis une jeune fille sort de l'école et épingle sur le drap rouge le portrait de René-Pierre Overney, militant ouvrier tué le vendredi 25 février, aux usines Renault de Boulogne-Billancourt, par Jean-Antoine Tramoni.

Aujourd'hui, on sait mieux dans quelles circonstances. Mais il n'a pas fallu moins de cinq communiqués à la direction de Renault pour préciser la profession exacte du meurtrier, son employé pourtant. Il est vrai qu'à la Régie, la direction fait dans le flou. Le premier communiqué de presse ne parlait même pas du drame qui venait de se produire. Mais on pouvait lire : « Depuis une heure, les assaillants se livrent à des déprédations







En quatre photos, l'assassinat du jeune militant maoïste René-Pierre Overney, vendredi dernier, aux usines Renault

contre les bâtiments Renault, au long de l'avenue Emile-Zola. » Ce qui se révélera faux, le commando maoïste ayant quitté les lieux tout de suite après le coup de feu.

Maintenant, deux faits semblent définitivement établis :

▶ D'après les photos de l'agence de presse Libération que nous publions, Tramoni a tiré sans être directement menacé par les maoïstes.

▶ Aucune dépradation n'a été commise par les gauchistes dans les ateliers. Seules, deux guérites du service de surveillance ont été détruites, ainsi que quelques vitres du bâtiment de la maîtrise.

Au-delà des polémiques politiques, de la guerre de communiqués des syndicats, il faut essayer de répondre à cette question : comment Tramoni, employé de la Régie, a-t-il pu tirer presque de sang-froid sur le militant maoïste Overney ?

Ceux de la volante

A 36 ans, Tramoni a toujours fait carrière du côté de l'ordre. Engagé à vingt ans dans l'armée de Terre, il en sortira au bout de quinze ans avec le grade d'adjudant-chef. C'est en Algérie qu'il fait la plus grande partie de son temps d'armée, après l'école des sous-officiers de Cherchell. Apparemment, il fut un bon soldat, puisque titulaire de la Croix de guerre et de la Valeur militaire pour ses campagnes en Algérie.

C'est en 1971 qu'il entre chez Renault. Selon la direction de la Régie, il y occupe le poste de « chef administratif au service de sécurité et de surveillance ». En tout cas, son nom n'est pas mentionné sur l'annuaire des employés de Renault à Boulogne-Billancourt.

Il est clair que, depuis mai 1968, on assiste chez Renault au renforcement du secteur gardiennage. Un vieil ouvrier, M. L., nous disait lundi : « Avant, les gardiens étaient des braves types, débonnaires et âgés. Aujourd'hui, ils sont plus jeunes et leur esprit a changé. Le matin, aux portes, si tu arrives mal habillé, ils te tutoient pour exiger ta carte de circulation. C'est pire encore si tu n'es pas français. Par contre, les rares jours où j'arrive en cravate, j'ai le droit au vouvoiement. »

Selon la direction, il n'y aurait que 250 gardiens à Boulogne-Billancourt, répartis en trois équipes. Soit 80 gardiens simultanément dans l'usine, gardant les 45 portes de l'Ile Seguin. Tous ces gardiens en uniforme à galons blancs sont assermentés et ne doivent pas être armés. Ils touchent entre 1 600 et 2 000 francs par mois. Mais il est impossible de savoir si, dans ces chiffres, la direction inclut les surveillants en civil qui hantent les rues et passages de l'usine. Cette équipe porte le nom de « volante ». Plus communément, « les flicards ». Tramoni était l'un d'eux.

« A plusieurs reprises, nous avions averti la direction des dangers que présentait ce personnel. Apparemment, nous n'avions pas tort. Mais la direction n'a jamais voulu nous écouter » : plus d'un syndicaliste nous a tenu ces propos.

Ces gardiens d'un nouveau genre sont d'anciens sous-officiers, tout frais recalés aux concours de la préfecture de Police, ou des truands de petite envergure à la recherche d'une respectabilité toute neuve.

Pour une commission

Marinant à longueur de journée dans leurs locaux, hantant tous les passages de l'usine, et en butte à tous les quolibets, ils en profitent pour cultiver leur science de la belote et leur haine des gauchistes. Les outrances des maoïstes aidant, il leur est facile de rendre les gauchistes responsables de toutes leurs médiocrités. Et puis, un jour, un pistolet 7,65 mm, un gauchiste...

« Jean-Antoine n'était pas un mauvais bougre. Mais il vivait dans l'obsession des gauchistes. Il était atteint d'une véritable névrose anti-gauchiste; à chaque fois que je le



voyais, il ne me parlait que des maoïstes. » C'est un ouvrier corse, camarade de Tramoni, qui essayait d'expliquer son geste par ces mots, lundi.

Au-delà du drame de vendredi dernier, c'est tout le problème des polices patronales qui se pose. Rien d'étonnant alors que le Bureau exécutif du Parti socialiste demande immédiatement au groupe parlementaire de déposer une proposition de résolution, tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur l'existence et les activités de polices patronales, milices privées et autres groupes parallèles armés.

Depuis 1968, toute une aile du patronat croit aux vertus du durcissement. Chez Peugeot, à Montbéliard, le nouveau directeur du personnel est un ancien général de l'armée de l'Air. Auparavant, il était chef de la Sécurité militaire, la police de l'Armée. Une qualification « musclée ».



Un pistolet dans la musette

Le 18 février, à l'usine Girosteel, au Bourget, dont les ouvriers sont en grève depuis dix jours, un homme se présente devant le piquet de grève et demande aux ouvriers présents de remettre une musette contenant de la nourriture à un chef d'équipe resté à l'intérieur de l'usine pour assurer la sécurité du matériel. Les grévistes fouillent la musette et y découvrent un pistolet et cinquante cartouches.

Ces deux faits sont symptomatiques de la situation actuelle. Aujourd'hui, les enquêtes avant embauche sont le vice des patrons. Et quand le laisser-aller devient trop important dans une usine, les patrons font appel à des « privés ». Leur mission : espionner les ouvriers et laisser traîner leurs oreilles pour découvrir « les mauvais éléments ». Avant 1968, il y avait en France 100 agences de police privée, elles sont aujourd'hui plus de 300. Et la majorité d'entre elles travaillent pour l'industrie.

La mort d'Overney aux portes des usines Renault n'est donc ni un accident ni un fait isolé. Mais bien la preuve du danger que présente pour tous les travailleurs l'existence et l'emploi de ce personnel très spécial et prêt à toutes les besognes. Si tous les travailleurs en prennent conscience, Overney ne sera pas mort pour rien.

NICOLAS BRIMO

Pour exiger la dissolution des polices patronales, milices privées et groupes armés, le Parti socialiste organise un grand meeting lundi 6 mars, à 21 h, à la Mutualité. Avec François Mitterrand, Georges Sarre et Robert Lucente, secrétaire de la section d'entreprise de la Régie Renault.

Collection Jean-Claude

Le seul adversaire

Est-il bien sérieux de se poser la question de savoir si nous sommes ou non à la veille d'un nouveau Mai 1968 ? Depuis quatre ans, nombreux sont, dans ce pays, ceux qui vivent soit avec le rêve soit avec la hantise d'une période qui les a profondément marqués. Mais l'Histoire ne se répète pas. Beaucoup de choses ont changé depuis quatre ans Mai 1968 appartient au passé.

Au demeurant, ce qui se passe en France en mars 972 est suffisamment grave pour que l'on évite des comparaisons ambiguës. Et, devant le développement d'une situation lourde de conséquences, à laquelle il convient qu'elle sache cette fois faire face, la gauche ne doit pas se perdre en anathèmes. N'en déplaise aux « gauchistes », le Parti communiste est une puissance et sa représentativité dans la classe ouvrière n'est pas sérieusement contestable. N'en déplaise aux communistes, le phénomène gauchiste est un fait et la capacité militante de ceux qui s'en réclament n'est pas discutable. S'accuser mutuellement d'être les complices du Pouvoir, c'est en fait aider le Pouvoir à se servir à tour de rôle des uns contre les autres et à mener, en définitive, son propre jeu.

C'est le mérite, je crois, du Parti socialiste de s'efforcer — la tâche n'est pas aisée — de briser cet engrenage infernal. Oh ! certes, il ne s'agit pas d'amener sur une même tribune Georges Marchais et Alain Geismar, Alain Krivine et Georges Séguy, ce qui n'aurait d'ailleurs pas grand sens.

Il s'agit simplement de rappeler qui est le véritable adversaire, celui qui, en tout temps et en tout lieu, doit être combattu. Il s'agit aussi de le bien connaître, de bien discerner ses objectifs, de bien déceler ses voies et moyens.

Un fait certain : au cours des derniers mois, ce Pouvoir s'est considérablement affaibli. La succession des scandales financiers, l'inefficacité d'une politique économique contradictoire, la disparition — avec celui qui l'incarnait — du mythe de la grandeur qui lui permit longtemps de mobiliser des foules, lui ont fait perdre une grande partie de son audience dans l'opinion. Il y a loin des voyages de De Gaulle à ceux de Chaban-Delmas.

Mais un Pouvoir affaibli qui veut se maintenir est souvent plus dangereux qu'un Pouvoir assuré de son autorité. Plus d'une fois, dans l'Histoire, les processus de fascisation ont trouvé là leurs premiers aliments. Qu'on y regarde de près et qu'on se demande si, en ce début de 972, un tel processus n'est pas en train de se développer.

Ce qui s'est passé vendredi chez Renault, l'assassinat délibéré d'un militant politique, par un agent « administratif » armé d'un revolver, n'est pas un fait isolé, mais le résultat prévisible d'un enchaînement de faits qui provoquent, à l'intérieur de nombreuses grandes entreprises françaises, une tension persistante propice aux provocations et aux affrontements. A la Régie Renault comme dans beaucoup d'autres usines, l'accélération des cadences, l'inadaptation des travailleurs immigrés, la multiplication des licenciements, la chasse systématique aux militants, le développement des polices patronales armées ont créé un climat que le Pouvoir ne manque pas d'exploiter chaque fois qu'il trouve une occasion, et il ne manquera pas d'en trouver au cours de cette année préélectorale.

C'est tout de suite donc, qu'il faut arrêter l'enchaînement. Ce qui suppose, pour le moins :

— que l'ensemble des travailleurs soient solidaires pour dénoncer la répression du Pouvoir et du patronat.

— qu'ils soient unanimes avec leurs organisations politiques et syndicales pour exiger la dissolution immédiate des milices privées et des divers groupes parallèles armés qui fleurissent d'un bout à l'autre du pays.

— qu'ils se battent pour que soit instauré, à l'intérieur des entreprises, un minimum de liberté d'expression — au moins celle qui existe, bon gré, mal gré, dans les lycées.

S'il est vrai que le Pouvoir rêve d'une nouvelle « grande peur » qu'il pourrait « récupérer » comme en juin 1968, la pire faute à commettre serait de se laisser intimider et, surtout, de se laisser diviser. On sait de quel côté était le revolver qui a tué René-Pierre Overney. C'est de ce côté-là que se trouvent ceux contre lesquels, sans défaillance, la gauche toute entière doit faire front.

CLAUDE ESTIER

Le réalisme de Georges Séguy

« Le mécontentement refoulé ne se dissipe pas; il s'accumule et, à un moment, il explose. Aujourd'hui, il n'est pas excessif de réaffirmer cela à titre de mise en garde. »

Cet avertissement musclé, lancé il y a un mois à peine par Georges Seguy, puis l'échec des négociations contractuelles depuis le début de l'année, tout laissait croire que la principale centrale française s'apprêtait à croiser le fer. C'était évidemment une lutte prudente : il fallait, d'un côté, ne pas risquer d'être débordé par un mouvement spontané de la base, et de l'autre, éviter d'être désavoué par cette même base.

Aujourd'hui, le ton semble avoir changé. Vendredi, Séguy écrivait dans « l'Humanité » : « Nous continuerons à exploiter toutes les possibilités de solutions négociées des problèmes sociaux et nous signerons ce que nous jugerons avantageux pour les travailleurs. » Première preuve de cette attitude nouvelle : la fédération des mineurs C.g.t. s'est mise d'accord avec les Charbonnages de France sur un point : la réduction de la durée du travail.

De là à conclure que la C.g.t., changeant totalement de cap, va accepter en bloc la politique contractuelle du gouvernement, il y a évidemment un grand pas. Que d'ailleurs Séguy refuse, pour le moment, de franchir.



Georges Séguy.

Retenu sans doute par la crainte de rompre le tout nouveau front syndical. Mais, dit-il, « notre hostilité bien connue à ce système ne nous empêche pas d'être réalistes ».

On assiste ainsi à un curieux chassé-croisé. La C.f.d.t., après avoir été un des piliers de la politique contractuelle lors de ses débuts, a aujourd'hui une position beaucoup plus réservée. Elle s'en tient à la définition de son secrétaire général, Edmond Maire : un accord est un « constat d'armistice ». Quand les propositions sont insuffisantes, on les refuse. Comme cela s'est produit depuis le début de janvier.

Au contraire, la C.g.t., après avoir farouchement dénoncé la politique contractuelle à l'arrivée à Matignon de Jacques Chaban-Delmas, semble aujourd'hui adopter une position beaucoup plus nuancée, et se déclare attachée « à la pratique d'une politique contractuelle constructive ».

Il est vrai qu'en deux mois, les choses ont changé : les foyers de mécontentement se multiplient, la « grogne » s'amplifie, on redoute des conflits plus graves. Coincée entre le spectre de l'agitation, derrière lequel elle entrevoit des gauchistes et des provocateurs, et l'image de « grande force tranquille » qu'elle entend donner à la population, la C.g.t. semble avoir choisi ce qu'elle estime être la « voie de la raison ».

C'est, sans aucun doute, au nom du même principe que Georges Séguy et le Bureau confédéral de la C.g.t. ont pris mardi soir, sur l'affaire de la mort de René-Pierre Overney, une position plus « raisonnable » que celle qui était exprimée dans le premier tract diffusé par la section C.g.t. de la Régie Renault.

A.V.

Un révélateur dans la Chimie ?

Au congrès de la Fédéchimie, réuni à Toulouse, il y a cinq jours, ils étaient 518 : 508 ont dit oui au mariage avec la C.f.d.t. : la Fédé unie-Chimie (F.u.c.) est née. Le protocole d'accord signé le 23 janvier par Maurice Labi (F.o.) et Jacques Moreau (C.f.d.t.) est entré en application hier.

Pour arriver à cette unité, le chemin a été long et difficile. Depuis la signature de l'accord entre les deux centrales, les anathèmes pleuvent, les attaques personnelles et perfides se succèdent, les envois de papier bleu se multiplient, les excommunications se croisent.

Le premier, André Bergeron, secrétaire général de F.o., a manifesté son mécontentement. Entre lui et Labi, c'est désormais la guerre : Labi « n'est pas un syndicaliste ». Quant à la C.f.d.t., elle « a abandonné toute référence à la morale tout court. » Une partie des militants de l'ancienne Fédéchimie s'étaient réunis en congrès le 12 février, et avaient nommé un secrétaire général : Henri Delaplace. Labi qualifie cette réunion d'« entreprise frauduleuse ». Bergeron félicite ses fidèles qui, « dans cette malheureuse affaire, surent tout simplement être des hommes. » Finalement, le tribunal de grande instance de Paris estime que Labi ne peut être exclu de ses fonctions : il doit rester le seul secrétaire fédéral de la Fédéchimie.

Au-delà de ces querelles, la question est de savoir qui va suivre Labi à la F.u.c. et qui restera avec Delaplace, qui semble drainer le personnel des petites entreprises, celui de Kodak et celui du Commissariat à l'énergie atomique. Labi, lui, a une audience importante dans les grandes entreprises de la chimie et du pétrole.

Pour Bergeron, Labi entraîne la fédération dans « la voie de l'aventure. » Pour tous ceux qui regardent cette expérience avec intérêt, la nouvelle fusion sera un révélateur : l'unité syndicale devient-elle possible ?

M.B.

A contre-pied

L'U.d.r. cherche des allumettes

Il doit y avoir encore des voix à prendre dans la clientèle électorale conservatrice : un grand frisson d'idéologie pudibonde agite la majorité depuis quelques jours. Songe-t-elle à fonder un grand Rassemblement de l'ordre moral ?

Les militants de base ne manqueraient pas, comme cette dame qui s'exclame, dans le courrier du quotidien gaulliste « la Nation » : « Où irions-nous, Seigneur, si la femme, devenue animal de jouissance, renonçait à son rôle de gardienne des foyers et créatrice d'hommes ? » A un poste de responsabilité, on mettrait Jean Bertaud — sénateur du Val-de-Marne, pour ceux que le fracas de sa renommée n'aurait pas atteints. Il vient, au nom « de nombreux chefs de famille » — toujours le même alibi — de porter plainte pour outrage aux mœurs contre... l'O.r.t.f., après la retransmission d'un tour de chant de Georges Brassens.



Mais il y a mieux encore, dans notre beau pays dont le Président se proclame ami et protecteur des Arts et a commandé pour mai — malgré la défection en forme de camouflet de 22 des 72 sélectionnés, dont Dubuffet, Le Parc, Raysse, etc. — une prochaine exposition d'art contemporain, dite « exposition Pompidou ». A Tours — évidemment... — le tribunal correctionnel vient de confirmer la saisie de 10 toiles, effectuée en juin dernier à la demande du député-maire Jean Royer, ce nouveau M. Béranger. Bien plus : l'une d'elles, une gouache de René Claude, sera l'objet d'une « destruction, en vertu de l'article 290 du Code pénal ».

Vous ne rêvez pas : c'est bien en 1972, et non en 1272, qu'on dresse ainsi des bûchers purificateurs. On ne sait pas encore qui, de la municipalité de Tours ou de l'U.d.r., fournira les allumettes de l'autodafé. Ce que l'on sait, c'est ce que deviennent les régimes où l'on commence à brûler les toiles et les livres...

Une place de choix devrait donc être réservée au président du tribunal de Tours dans le futur Rassemblement de l'ordre moral, au sein duquel les formations de la majorité pourraient changer d'appellation : l'U.d.r. (Union pour la décence de la République), les R.i. (Répressifs de l'immoralisme), le P.d.m. (Parti de la défense de la moralité) et l'U.j.p. (Union des jeunes pour la pudibonderie)...

L'avenir est au grand Parti du royérisme.

MENIPPE

La querelle du préambule

Avant de se rendre cette semaine aux réunions fédérales qui précèdent la Convention nationale des 11 et 12 mars, à Suresnes, les responsables du Parti socialiste ont reçu un numéro spécial du « Bulletin socialiste » qui contient les dernières prises de positions sur le programme. Outre l'énumération de ses choix personnels, François Mitterrand y écrit : « Il faut que la synthèse l'emporte et que la majorité issue d'Epinay se maintienne et s'élargisse ».

Ce numéro spécial reflète aussi la querelle sur le préambule. En réponse à l'explication donnée par les « minoritaires » sur la nécessité de définir la « signification politique » du programme, les membres majoritaires du Bureau exécutif ont signé ensemble un texte très bref qui affirme que « le seul préambule possible au programme est constitué par la charte du Parti et par la motion d'Epinay ». On se comptera sur ce point samedi et dimanche dans tous les départements, mais le vote final de Suresnes ne fait guère de doute.

Le dossier de Poniatowski

Si, dans son show télévisé du 12 février, Valéry Giscard d'Estaing s'en était pris à la société « où le facteur se mettra à lire notre courrier », il s'était bien gardé de relever la remarque de Jean Ferniot rappelant que le gouvernement actuel ne se gêne pas pour écouter notre téléphone. C'est pourtant Jacques Chaban-Delmas qui va être obligé de répondre à la question, posée cette fois, sans ménagement, par le plus proche collaborateur de Giscard d'Estaing, Michel Poniatowski.

Celui-ci qui n'en est pas à un éclat près, annonce à qui veut l'entendre qu'il détient un dossier très démonstratif sur la pratique des écoutes téléphoniques. A l'en croire, elles ne visent pas seulement des hommes politiques ou des journalistes, mais aussi de simples citoyens dont la ligne téléphonique pourrait être surveillée, moyennant certains « arrangements financiers » avec les services intéressés. Des dessous de table... d'écoute, en quelque sorte !

Les mystères d'un écho

Un hebdomadaire de la droite non pompidolienne a connu, la semaine dernière, une étrange aventure. Dans ses colonnes est paru un écho annonçant que le ministère des Finances « conservait pieusement les dossiers fiscaux de 14 personnalités importantes du régime » pour « négocier certaines investitures ». Erreur ou malignité ? Toujours est-il que l'article, s'il a bien été donné à l'imprimerie, ne l'a jamais été par la rédaction de ce journal...

Nixon a payé cash

La méthode des déclarations de divergences et de convergences utilisée depuis quelques années dans la gauche française a fait école : le communiqué publié à l'issue du voyage de Richard Nixon en Chine comprend en effet des passages rédigés en commun et d'autres par chacune des deux parties. Par cette méthode, la pétition de principes rejoint le compromis diplomatique. Et la première n'est pas moins intéressante que le second.

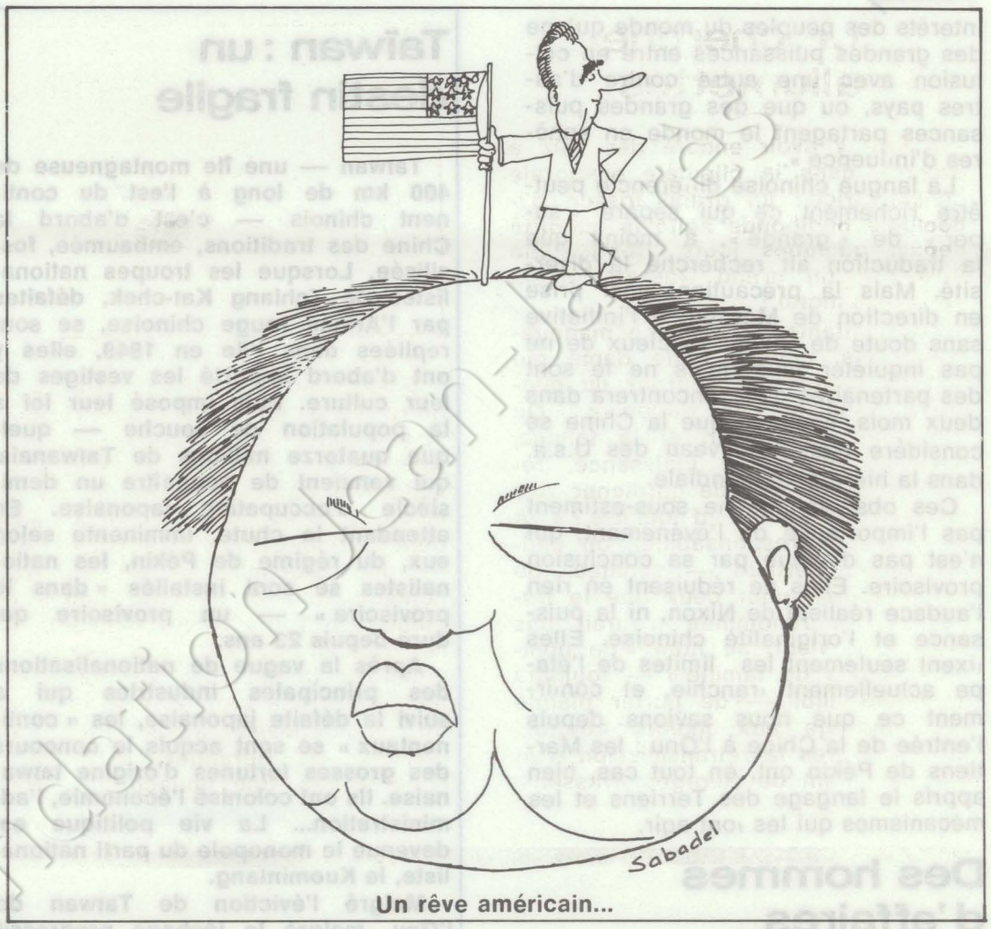
Les Etats-Unis « soutiennent la liberté individuelle et le progrès social pour tous les peuples du monde », alors que la Chine « soutient fermement les luttes de tous les peuples et les nations opprimées pour leur liberté et leur libération ». La nuance existe, qui confirme le désaccord idéologique, par l'introduction d'un simple adjectif : « individuelle ». Entre le pays de la libre entreprise et celui des communes populaires existent quelques raisons de ne pas se comprendre.

Cependant, la réalité quotidienne se satisfait fort bien de la violation des principes. La liberté individuelle des Nord-Vietnamiens, vue par Washington, est celle de recevoir sur la tête beaucoup de bombes. Et la lutte du peuple du Bengale pour sa libération, vue par Pékin, aurait dû le conduire à tendre la joue gauche après avoir eu la droite arrachée par les Pakistanais.

Marchandage traditionnel

Le président Nixon peut être satisfait de l'audace de ses actions en politique étrangère, qui n'ont eu d'équivalent, au cours des dernières années, que dans les initiatives prises par Willy Brandt. De ce point de vue, le monde en est sans doute changé. Au niveau de la pratique. Il ne l'est guère au niveau des principes qui commandent aux méthodes.

Car la conclusion du voyage historique, au-delà des habillages du vocabulaire, est du plus grand classicisme et s'inscrit dans le cadre traditionnel des marchandages internationaux. Nixon a été demandeur et, par conséquent, avait à apporter la dot pour le nouveau mariage : elle s'appelle Taïwan, alias Formose **(voir au verso).**



Un rêve américain...



Richard Nixon à Hangchou.

Bien entendu, les barrières de mots ont été placées, par-ci, par-là, pour que l'abandon de l'allié Kuomintang soit notifié dans les formes. Il n'en reste pas moins que Nixon a payé cash : les Formosans — qui, on l'oublie trop, ne sont pas des Chinois — après avoir connu successivement dans leur histoire les occupations chinoise, japonaise, puis à nouveau chinoise — celle des troupes de Tchiang Kaï-chek — ont, comme perspective à plus ou moins long terme, d'être réintégrés dans l'ensemble chinois, parmi les « nationalités » qu'il regroupe plus ou moins volontairement.

Le comble de l'ironie, dans ce domaine, aura été atteint lorsqu'on aura constaté que la Chine, après avoir affirmé qu'elle ne serait jamais une superpuissance, a cru nécessaire d'écrire avec son partenaire américain qu'il serait « contraire aux

→

→

intérêts des peuples du monde qu'une des grandes puissances entre en collusion avec une autre contre d'autres pays, ou que des grandes puissances partagent le monde en sphères d'influence ».

La langue chinoise différencie peut-être richement ce qui sépare « super » de « grande », à moins que la traduction ait recherché la diversité. Mais la précaution ainsi prise en direction de Moscou, à l'initiative sans doute de Nixon, soucieux de ne pas inquiéter plus qu'ils ne le sont des partenaires qu'il rencontrera dans deux mois, souligne que la Chine se considère bien au niveau des U.s.a. dans la hiérarchie mondiale.

Ces observations ne sous-estiment pas l'importance de l'événement, qui n'est pas diminué par sa conclusion provisoire. Elles ne réduisent en rien l'audace réaliste de Nixon, ni la puissance et l'originalité chinoise. Elles fixent seulement les limites de l'étape actuellement franchie, et confirment ce que nous savions depuis l'entrée de la Chine à l'Onu : les Martiens de Pékin ont, en tout cas, bien appris le langage des Terriens et les mécanismes qui les font agir.

Des hommes d'affaires

Dans ce cadre, il reste donc une certitude pour les années qui viennent : le désengagement militaire des Etats-Unis en Asie est commencé de façon irréversible, du moins sous la forme que nous lui connaissions depuis la fin de la dernière guerre mondiale. La sécurité des Etats-Unis ne passe plus, dans l'ouest du Pacifique, par une chaîne de bases militaires s'appuyant sur des gouvernements alliés ou subordonnés. Ce qui, après tout, est une conclusion logique si, renonçant à certaines formes de l'impérialisme, on se sait assez fort, parce que l'on dispose d'un arsenal atomique incomparable.

La bannière étoilée sera, ainsi, de moins en moins portée par des G.i., et de plus en plus par des diplomates - hommes d'affaires. Les Européens pourraient alors se demander ce qui en résultera pour eux, lorsque cette reconversion américaine les atteindra à leur tour.

CLAUDE FUZIER

Taïwan : un destin fragile

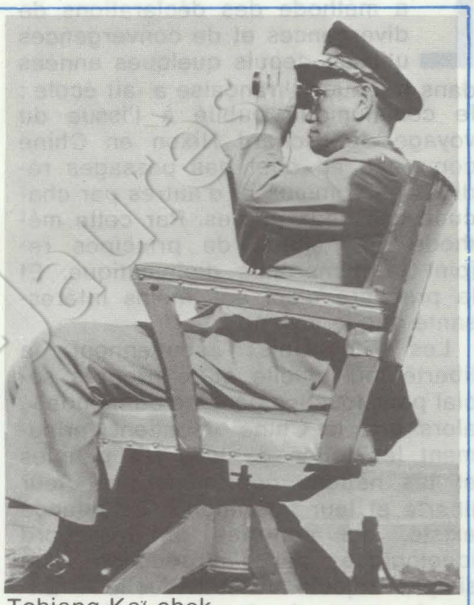
Taïwan — une île montagneuse de 400 km de long à l'est du continent chinois — c'est d'abord la Chine des traditions, embaumée, fossilisée. Lorsque les troupes nationalistes de Tchiang Kaï-chek, défaites par l'Armée rouge chinoise, se sont repliées dans l'île en 1949, elles y ont d'abord importé les vestiges de leur culture. Puis imposé leur loi à la population de souche — quelque quatorze millions de Taïwanais, qui venaient de connaître un demi-siècle d'occupation japonaise. En attendant la chute, imminente selon eux, du régime de Pékin, les nationalistes se sont installés « dans le provisoire » — un provisoire qui dure depuis 23 ans.

Après la vague de nationalisations des principales industries qui a suivi la défaite japonaise, les « continentaux » se sont acquis le concours des grosses fortunes d'origine taïwanaise. Ils ont colonisé l'économie, l'administration... La vie politique est devenue le monopole du parti nationaliste, le Kuomintang.

Malgré l'éviction de Taïwan de l'Onu, malgré le lâchage progressif du régime par les Etats-Unis et par le Japon, les dirigeants du Kuomintang continuent de maintenir qu'ils sont les seuls représentants authentiques de la Chine tout entière. Le « Gimo » — le généralissime Tchiang Kaï-chek, 84 ans — vient encore de le rappeler avec fermeté.

Les mandats des autorités élues pour toute la Chine en ... 1948 ont été prorogés : toute représentation politique de la population locale est ainsi écartée. Mais, sur les quelque 3 000 députés que comptait alors l'Assemblée nationale, il n'en reste plus que 1 374 : le temps a fait des ravages dans ce gouvernement de gérontes, qui s'appuie depuis un quart de siècle sur l'état de guerre permanent, la loi martiale, le contrôle sévère de l'information, une propagande anticommuniste effrénée et la redoutable efficacité de sa police secrète.

Pour éviter que la perte de prestige international ne se traduise par une explosion violente sur le plan intérieur, le régime tolère, depuis quelques mois, une contestation contrôlée, et il parle à nouveau de réformes. En fait, malgré un taux de croissance annuel de 10 % et un revenu de 300 dollars par tête, les paysans vivent chichement. Dans les villes, où nous avons vu la misère côtoyer le luxe le plus insolent, le chômage touche un quart de la population active : d'où une forte immigration de Taïwanais vers Okinawa, et surtout vers Hong-Kong. L'industrie reste fragile.



Tchiang Kaï-chek.

La solution séparatiste, à supposer qu'elle trouve des partisans assez forts pour renverser le régime actuel, n'est donc pas viable. Et le Kuomintang prépare la relève dans ses propres rangs : Tchiang Ching-kuo, fils aîné du « Gimo », 61 ans, vice-premier ministre, est « l'héritier présomptif » d'un régime dont il contrôle déjà la police secrète et l'armée (550 000 hommes).

Sans doute est-ce à lui qu'il reviendra de négocier le retour de Taïwan au continent, car — quoi qu'en pensent les Taïwanais de souche — cette solution semble bien s'être inscrite la semaine dernière dans l'Histoire, lorsque Richard Nixon a déclaré que « Taïwan est une partie de la Chine ».

JEAN-CLAUDE RIEU

La pilule au pilori

Lucien Neuwirth est un des rares membres de la majorité qui ait fait quelque chose d'efficace depuis que celle-ci est au pouvoir. Il est l'auteur de la loi sur la contraception de décembre 967 (1).

Quatre ans après le vote, Neuwirth proteste et, dans une question orale, demande au ministre de la Santé publique « d'accélérer les décrets d'application relatifs à la contraception ». Tandis qu'il dénonce, par ailleurs, « le sabotage délibéré de la contraception en France ».

Le problème est net et bien posé. Il appelle quelques commentaires. D'abord, et surtout, il est temps de dénoncer le scandale permanent des décrets d'application. Depuis que la majorité est au pouvoir, elle a inventé un nouveau style de gouvernement : le gouvernement-poudre aux yeux.

Le principe est simple. Sous la pression de l'opinion publique ou celle de groupes constitués, ou encore sous la menace de scandales, on fait voter au Parlement-croupion une loi, sociale de préférence. On fait le maximum de publicité autour du vote, dans le style : « Nous sommes à l'avant-garde du progrès, nous avons institué la contraception, inventé la formation permanente, modifié le régime des allocations familiales. »

Naturellement, le bon peuple marche, parce qu'il est naïf, parce qu'il n'est pas informé, et pour cause, parce qu'il ignore, ce peuple systématiquement cocufié, que les lois ne signifient strictement rien tant que les décrets d'application les concernant ne sont pas signés. Or, ils sont rarement signés, ces décrets. Des centaines de lois, dûment votées, restent ainsi dans la poussière des tiroirs. Le tour est simple, cynique et totalement malhonnête. C'est le coup de la loi antôme, de la loi-illusion. Il en est ainsi de la loi Neuwirth.

Cinq colonnes

Je ne sais pas par quel processus exact on pourrait remédier à ce scandale, mais je sais qu'une véritable démocratie devrait avoir pour règle qu'une loi votée par le Parlement est immédiatement applicable, dès sa parution au Journal officiel, et ce dans un maximum de 24 heures.

Neuwirth, comme les autres, est donc victime de cette mystification majeure. De toute façon, dira-t-on, sans tenir compte des lois et des décrets, des milliers de femmes utilisent des contraceptifs oraux. Fort bien. Des milliers de femmes, mais combien exactement ? Les appréciations les plus sérieuses donnent le chiffre d'un peu plus de 500 000.

Dès lors, on comprend tout, car ces 500 000 femmes appartiennent, dans leur majorité, à des niveaux sociaux élevés ou relativement élevés,

PAR HENRI-FRANÇOIS REY

et vivant en milieu urbain. Ce qui signifie, en clair, des femmes informées, averties, suffisamment libérées pour ne pas céder aux pressions de toutes sortes qui s'exercent contre la contraception.

Car le problème est là. Il y a un certain nombre de dinosaures qui n'ont jamais accepté la loi Neuwirth et ne l'accepteront jamais, et qui, par tous les moyens possibles, même malhonnêtes, s'opposent à son principe : professeurs de médecine antédiluviens, chargés d'honneurs et d'incompétence, dirigeants d'associations familiales lapinières, antiques religieux qui se croient encore au Moyen Age. Ils sont tous unis en une cohorte ridicule, mais redoutable, pour jeter l'anathème sur la pilule et remplir, par la même occasion, les officines sordides d'avortement. Leur principale méthode porte un nom : le chantage.

Le procédé est simple. Se mettre en cheville avec un journal à grand tirage, ces sortes de feuilles qu'on ne peut prendre qu'avec des pincettes. Inspirer quelques articles ronflants, titrés sur cinq colonnes et en gros caractères, dans lesquels il est démontré, à coup de preuves-bidon, que la pilule est génératrice de cancer, de phlébites, d'accidents cérébraux et, pourquoi pas, de peste et de paranoïa. Alors que tout chercheur sérieux peut affirmer le contraire.

Dinosaures sadiques

Affolées devant ces journaux affichés toute une semaine dans les kiosques, les femmes non averties sont terrifiées. Elles croient toutes ces fadaises, « puisque c'est écrit ». Si elles prennent des contraceptifs, elles interrompent le traitement. Si elles n'en prennent pas, elles se jurent de n'en jamais utiliser.

Les dinosaures sadiques gagnent à tous les coups, au mépris de la dignité, de la vérité et même de l'honneur. Les inquisiteurs de tous ordres et de tous les temps ont toujours agi ainsi. La fin justifie les moyens, et les moyens sont toujours dégueulasses. Certes, il y a d'autres procédés d'intimidation, mais le chantage par la presse est le plus efficace. C'est ce que Neuwirth appelle le sabotage délibéré, et il a raison.

Dans un monde où, d'ici cinquante ans, on pénalisera sévèrement ceux qui feront des enfants sans discernement, dans un monde où la surnatalité est déjà une tragédie, il est du devoir de tous de défendre l'usage de la contraception. Du devoir de tous, et surtout de ceux qui se réclament de la pensée socialiste, de convaincre sans relâche, d'expliquer sans cesse que la pilule contraceptive présente à peu près les mêmes dangers que l'aspirine, de mettre en lumière qu'une contraception intelligente est fondée sur la liberté, que cette pratique est la seule qui puisse faire disparaître cette calamité qui a nom l'avortement.

Il faut, sans relâche, lutter pour libérer les femmes du terrorisme dont elles sont l'objet. Et cela aussi, c'est un combat socialiste.

(1) Reprise elle-même de propositions faites dès 1965 par François Mitterrand et la Fédération de la Gauche.

Le Salon des rêves ménagers

Avec son million de visiteurs par an en moyenne — encore qu'en 1971, il y en eut beaucoup moins, est-ce un signe ? — le Salon des Arts ménagers, qui fut jadis une petite révolution, est désormais une tradition. Une tradition qui commence à s'essouffler.

Il aura cinquante ans l'an prochain. L'âge d'être grand-père : un grand-père qui, comme tant d'autres, a quelque peu dénaturé les illusions de sa jeunesse. Il s'était voué généreusement à la science et à l'esthétique, il s'est vendu au commerce. Créé en 1923, il était destiné à encourager, par un concours, la science et la technique à venir en aide au travail féminin et à améliorer l'esthétique des formes. Preuve de ses bonnes intentions : ses bénéfices devaient être versés à la recherche scientifique !

Madame et le taylorisme

Heureuse coïncidence : la bourgeoisie commençait alors à avoir de moins en moins de domestiques, et il était temps que les machines — les premiers aspirateurs — prennent le relais des esclaves. Avant « Madame et le management », on en était à « Madame et le taylorisme » : quantité de bonnes âmes entreprenaient de convaincre les femmes qu'avec l'organisation scientifique du travail — du temps et des mouvements — le ménage, ce travail « servile » par définition, deviendrait une tâche productive et ennoblie. D'autant plus que le progrès technique, désormais, s'en mêlait. En 1972, c'est gagné : le rêve du petit chez-soi bien briqué, mécanisé, automatisé et fonctionnalisé, brasse les foules.

Un rêve qui semble si naturel, si simple, si justifié ! Aménager son foyer : n'est-ce pas à la fois le droit et le devoir le plus élémentaire ? Et, pour cela, le quatuor aspirateur-frigo-cuisinière-machine à laver ne doit-il pas constituer, en 1972, un simple minimum vital ? Pourtant, c'est loin d'être le cas. Selon les dernières statistiques de l'Insee, qui datent de 1968, seulement 60 % des ménages français possèdent un réfrigérateur, 44 % une machine à laver, et 32 % un aspirateur. Bien entendu, ces chiffres varient selon les catégories socio-professionnelles : 27% seulement de machines à laver chez les ouvriers agricoles, 42% chez les employés, 49% chez les ouvriers, 57% chez les commerçants et 80% chez les cadres supérieurs.



Modes et gadgets

Tout le problème est là, et c'est sans doute ce qui, de Salon en Salon, fait patiner les progrès. On n'achète pas un réfrigérateur chaque année. Et la clientèle qui en a les moyens est à peu près saturée. Pour la convaincre de renouveler son équipement plus vite que nécessaire, on perfectionne les appareils, bien sûr, mais aussi on joue beaucoup sur les modes et sur les gadgets. Modèles et marques de se multiplier à l'infini. Une jungle. Comment l'acheteur qui n'a pas les moyens de changer souvent et qui veut un bon équipement de base peut-il s'y reconnaître ?

C'est là qu'intervient, en principe, le Salon. Tous les modèles sont exposés, vous pouvez comparer et choisir. Illusion ! On se garde bien de vous montrer côte à côte les différents modèles de toutes marques d'un appareil donné en mettant en évidence les différences réelles qui les distinguent : il faudrait, pour cela, qu'une organisation désintéressée s'en occupe. Non. Chaque producteur, et quelques revendeurs privilégiés, s'isolent jalousement dans l'îlot de leur stand. Ils vous accaparent et vous aveuglent, comme un poulpe qui étend ses tentacules et jette son encre, au moyen d'un extraordinaire matraquage publicitaire, qui ne vous apprend à peu près rien sur la valeur réelle des appareils. On veut vous vendre, pas vous informer.

Méfiez-vous : on est prêt à vous promettre la lune pour décrocher un contrat ! Regardez, mais de préférence, n'achetez pas là, dans l'euphorie de cette foire du bien-être. Le Salon fermé, on ne se soucie plus de vous. Dès le premier problème d'installation ou d'emploi, ou dès la première panne, vous vous sentirez bien abandonné.

Des associations

Pourtant, des associations désintéressées, qui permettent de comparer objectivement les appareils, il en existe. Ce sont les associations de consommateurs (1). Malheureusement, elles sont loin d'avoir, chez nous, les moyens qui leur seraient nécessaires. En Angleterre, par exemple, il existe des lieux où l'on peut soi-même effectivement essayer des appareils de différentes marques avant de se décider. Cependant, il est possible de demander une consultation à l'Institut national de la consommation pour s'informer avant un achat important. Sa revue, « 50 millions de consommateurs », publie chaque mois des essais effectués sur deux ou trois types d'appareils. De même, « Que choisir ? », la revue de l'Union fédérale de la consommation, publie le résultat de nombreux essais, comparant tant les prix que la sécurité, la qualité et l'efficacité des appareils. L'Orgeco et le Laboratoire coopératif rendent les mêmes services. Il y a tout intérêt à adhérer à ces associations afin d'accroître leur pouvoir.

Mais leur objectif est limité. Elles nous permettent de choisir entre des produits qui existent, c'est tout. Elles estiment que ce n'est pas leur rôle de poser les problèmes de fond. Les industriels non plus ne se posent pas les problèmes de fond. Surtout pas ! Ils nous proposent le

mirage de l'équipement individuel paraît. Une cuisinière, c'est un instrument dont on a besoin. Banal, même avec la merveille du four autonettoyant. On l'achètera coûte que coûte, mais, ce dont on rêve, c'est d'une cuisine entièrement « fonctionnelle ».

Un magazine féminin vous en propose une, intime et gaie, pour la modique somme de 2 millions d'anciens francs. Inaccessible ! Et vous ne la composerez pas petit bout par petit bout, avec l'effort de toute une vie : c'est le genre de choses qu'il faut acquérir d'un bloc ou jamais.

Cette part d'esclavage

Or, si l'on s'attachait vraiment, tous ensemble, à rechercher « la qualité de la vie », on trouverait d'autres solutions. On découvrirait peut-être qu'une laverie automatique par immeuble, c'est plus rationnel qu'une problématique machine à laver à l'étroit dans chaque salle de bains.

Il ne suffit plus d'interposer une machine entre une femme et chacune de ses prétendues tâches domestiques pour se donner bonne conscience. La petite bonne femme mécanique, rivée à son balai, qui se perpétue d'année en année sur l'affiche du Salon des arts ménagers, commence à dater. Au seuil de l'an 2000, le temps est venu d'inventer des solutions vraiment nouvelles, et accessibles à tous, pour se libérer ensemble, hommes et femmes, de cette part d'esclavage que comporte toujours la vie quotidienne.

CHRISTIANE PEYRE

(1) Institut national de la consommation, 19 et 21, rue Mathurin-Régnier, Paris (XVe), 306.97.05 et 06; Union fédérale de la consommation, 13, rue Férou, Paris (VIe), 325.01.56; Orgéco, 78, rue de l'Université, Paris (VIIe), 548.58.38; Laboratoire coopératif d'analyses et de recherches, 14, rue Louis-Roche (92) Gennevilliers, 793.97.30; Comité de liaison des organisations de consommateurs, 6, rue Béranger, Paris (IIIe).

Les sous-bois de la majorité

Brunoy : à vingt kilomètres de Paris, une petite ville encore calme, aux rues muettes blotties autour d'une église classée, bordées de vieilles boutiques. Il y a une rivière qui n'est pas encore un égout, et la forêt de Sénart.

Une banlieue à faire rêver les jeunes cadres épris de « nature », les fanatiques du petit pavillon... et les promoteurs.

Les « ensembles résidentiels » vont donc pousser et la vieille ville ne sera plus qu'un souvenir, un prétexte à embouteillages, que l'on songera alors à raser.

Car le Brunoy de 1972 ne correspond plus à cette image d'Epinal.



Les promoteurs sont passés par-là. Au parc de Talma, par exemple, en déboisant — illégalement — 12 hectares de forêts pour construire sur le terrain gagné 1 248 logements, utilisant pour cela toutes les ficelles du métier, c'est-à-dire les interventions politiques.

L'histoire est simple, classique. Une société civile immobilière achète du terrain. Obtient un permis de construire — sans que celui-ci ait l'accord du directeur départemental de l'Agriculture — et, lorsque les ennuis commencent, fait intervenir auprès d'un ministre des élus « intéressés » à l'affaire. Quand les habitants du quartier protesteront, on leur répondra que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes et que, de surcroît, la légalité est respectée.

Reprenons l'histoire. Le 20 mars 1956, Mlle Lefort, propriétaire du parc de Talma, demande l'autorisation de défricher son parc pour le lotir. L'administration s'oppose au défrichement des parcelles non closes. Mlle Lefort abandonne son projet.

1962 : le parc de Talma est racheté par Jean Lecaroz et la Société immobilière Paul Lefort est créée. Six ans plus tard, une demande d'accord préalable pour la construction de 1350 logements est déposée. Ce projet ne reçoit pas l'avis favorable, trop de défauts y sont relevés. Tout d'abord, la hauteur des immeubles : sur 36 bâtiments, 12 ont 8 étages, soit 20 mètres, alors que la zone est classée « secteur d'habitations basses avec jardins », ce qui signifie que le toit d'une maison ne doit pas dépasser 10 mètres; ensuite, la densité de logements est trop importante; enfin, les équipements sociaux sont insuffisants. L'ingénieur des Ponts et Chaussées qui avait signé l'avis défavorable avait pourtant reçu une let-

→

tre de Massat, directeur de l'Equipement, l'informant que « M. Prost, maire de Brunoy, président du Conseil général, s'intéresse à une affaire de promotion immobilière... »

Fortuit, par hasard

Septembre 1969 : un permis de construire est accordé à la Société civile immobilière Talma, qui a acheté le terrain à la Société Paul Letort. Il y a 100 logements de moins, mais les immeubles sont toujours prévus aussi hauts. Surtout, le directeur départemental de l'Agriculture n'a pas eu à donner son accord : le dossier ne lui a pas été communiqué. Compte tenu des règlements en vigueur, il aurait pu refuser le défrichement, et, par-là même, annuler l'opération.

En 1970, les travaux commencent. Janvier 1971, les services de la direction départementale de l'Agriculture verbalisent le gérant de la S.c.i. Talma pour défrichement non autorisé. Le 15 février 1971, le préfet de l'Essonne, jugeant d'une façon très sévère les défrichements effectués sans autorisation, décide de saisir le procureur de la République. Tout va s'accélérer. Il a suffi que des fonctionnaires menacent une opération pour que les pressions les plus insolites s'effectuent.

C'est Jean-Claude Fortuit, député U.d.r. de l'Essonne, qui va ouvrir le feu : le 9 mars, il écrit au préfet; le 11, au ministre de l'Agriculture, Michel Cointat, lui rappelant qu'il va être candidat lors des élections municipales à Brunoy et qu'il a « toutes raisons de penser que l'affaire dont il s'agit doit être réglée à l'amiable et en tenant compte des intérêts légitimes de la société constructrice ».

Le Parquet mis hors jeu

En août, l'administration, qui est chargée de la protection des espaces boisés, propose un règlement à l'amiable : autoriser le défrichement du dixième de la superficie boisée, la fraction déjà construite faisant partie de ce dixième, les 9/10e restants étant rattachés à la forêt domaniale de Sénart. Car l'administration



est inquiète : en cinq ans, pour la seule région parisienne, 1 200 hectares d'espaces verts ont été rayés de la carte. Le Comité consultatif économique et social de la Région parisienne demande d'ailleurs « qu'en matière d'aménagement, aucune destruction d'espace vert ne soit autorisée par dérogation sans qu'une compensation préalable et équivalente ait été décidée ».

L'histoire ne dit pas quelle fut la réaction des promoteurs. Mais, visiblement, ils ne furent pas intéressés. Le 27 octobre 1971, Monique Garnier-Lançon, conseiller U.d.r. de Paris, écrivait à Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Ce n'était pas la première fois. Déjà le 24 juin, elle avait demandé à « M. le Ministre et cher ami » d'intervenir. La citation est longue, mais intéressante : « Sans doute vous souvenez-vous du dernier entretien que nous avions eu, au mois de juillet, au sujet du programme de la S.c.i. Talma et des difficultés que mon mari rencontrait... Vous aviez eu la bonté de vous en occuper tout de suite et de me tranquilliser quant à l'issue de l'affaire... Aussi, M. le Ministre, je me permets de solliciter à nouveau votre appui pour que, ainsi que vous me l'aviez dit : 1) les poursuites soient stoppées de façon définitive; 2) l'on autorise le défrichement sans contrepartie des surfaces boisées. »

Comment qualifier une telle lettre ? Une élue intervenant pour que son époux n'ait pas de « difficultés » dans ses entreprises immobilières, écrivant « nous » à propos d'affaires privées... Mais le plus étonnant est qu'un ministre puisse, à la suite d'une telle intervention, décider que :

- le Parquet devrait se dessaisir des procès-verbaux qui lui ont été transmis; ces procès-verbaux seraient alors l'objet d'une transaction;
- une autorisation de défrichement devrait être délivrée pour régularisation;
- la S.c.i. Talma devrait s'acquitter de la taxe sur le défrichement.

Et voilà. La loi non seulement n'est pas respectée, mais elle est bafouée. En effet, des affaires récentes ont prouvé qu'il ne suffit pas qu'un permis de construire soit accordé pour que le Conseil d'Etat donne, lui aussi, un avis favorable. S'il est prouvé que ce permis a été accordé dans des conditions irrégulières, il peut être annulé. Mais il suffit que des élus U.d.r. interviennent pour qu'un ministre obéisse...

La S.c.i. Talma a réussi à construire des immeubles de huit étages dans une zone de constructions basses (le plan d'urbanisme intercommunal n'ayant pas été publié; elle a réussi à défricher sans que la direction départementale de l'Agriculture le sache (et l'on comprend que certains n'aient pas eu envie qu'elle soit prévenue); lorsque le préfet du département a saisi la Justice, un ministre a dit non; un député a demandé à l'administration de donner une « suite favorable » à cette affaire, mais a dit à ses électeurs qu'il s'est toujours attaché aux problèmes d'environnement; un conseiller de Paris demande à un ministre « d'arranger » les affaires de son mari. Pendant ce temps, les habitants du quartier Talma signent des pétitions, éditent des affiches, fondent un comité, organisent des réunions. Ils espèrent.

Ils ont raison. Aux dernières nouvelles, le député Fortuit a écrit au préfet pour lui dire que si le permis de construire n'a pas été délivré régulièrement, il était nécessaire de déterminer les responsabilités. Le torchon brûlerait-il à Talma ?

GUY PERRIMOND

Portrait-souvenir de la S.f.i.o.

Retracer, aujourd'hui, l'histoire de la S.f.i.o. au pouvoir de 1945 à 1958 était, pour bien des raisons, une gageure que seul un universitaire aussi méticuleux doublé d'un politique aussi avisé que Roger Quilliot pouvait tenter et réussir. Le gros ouvrage qui en résulte rappelle un certain nombre d'événements que leurs protagonistes préféreraient sans doute voir définitivement oubliés. Le but de l'auteur est cependant bien moins de raviver des polémiques que de tirer des enseignements que les socialistes d'aujourd'hui n'auront jamais tort de méditer. Voici quelques extraits des « constats » par lesquels s'achève « La S.f.i.o. et l'exercice du pouvoir » (Fayard).



« 1940- 958. L'outil socialiste est fragile. Longtemps resté au fourreau, il se brise après le flamboiement du Front populaire. 37 parlementaires témoignent pour l'honneur. 18 ans plus tard, forgé à neuf dans la Résistance et l'épuration, il se rompt de nouveau. Cette nouvelle faiblesse dans l'épreuve, à quel compte la mettrons-nous ? Au compte d'un homme ? Si grand que fût son prestige, Léon Blum n'avait pu s'opposer à la corrosion vichyssoise. Au compte d'une structure centrifuge ? Le renforcement de l'exécutif ne put rien contre l'insurrection des consciences. Insuffisance d'éducation idéologique ? L'instinct républicain de Ramadier ou Paul-Boncour les prémunit plus efficacement que toute la dialectique de Paul Faure. Il est des heures où chaque homme, livré à la peur comme à la révolte, porte ses responsabilités sur ses propres épaules : les habitudes de discipline, la chaleur collective, l'urgence du péril peuvent l'aider au choix. Mais il n'est pas d'organisation démocratique capable de se substituer aux volontés défaillantes ou de trancher le débat de l'honneur et du moindre mal (...).

En 1958, la menace venait de l'intérieur et, surcroît d'infortune, le « libérateur » du 18 juin sortait tout armé de l'émeute. Il fallut parier, clamer son refus d'un coup d'Etat larvé ou en limiter les conséquences : à long terme, chacun gagna et perdit son pari; non, de Gaulle n'a pas instauré la dictature; il n'a pas davantage respecté ses engagements initiaux; oui, il a réglé le problème algérien, mais après quatre ans de guerre renouvelée. Les cyniques diront qu'il était habile de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier; les pragmatiques, qu'un médiocre compromis vaut mieux qu'un bon procès; les intransigeants, qu'on est responsable de son visage et qu'un mauvais marché hypothèque parfois lourdement l'avenir. Le débat reste ouvert (...).

Républicain, planificateur, patriote et européen, le socialiste prend visage de quinquagénaire méthodique et prudent, soucieux de moyen terme. Les scissions de 1947, la guerre d'Algérie, le goût des nuances éloignent une jeunesse intransigeante. Le poids des militants chevronnés s'en accroît d'autant. Le recrutement se tarit en milieu ouvrier et intellectuel (...).

Peut-être eut-il fallu un effort d'imagination, une poussée de lyrisme. Absorbée par le quotidien, d'autant plus éprise de cohérence qu'elle la sentait menacée, la S.f.i.o. préféra ses habitudes de pensée, de langage aux hasards de la recherche. Le 13 mai devait la traumatiser et l'éveiller à la fois; on se serra davantage les coudes, on reconduisit inlassablement les mêmes équipes avec, au fond du cœur, un rêve de renouvellement et de réconciliation. Pourquoi tenter l'aventure quand le gaullisme semblait devoir n'être qu'une parenthèse ? On ne change pas d'équipage au milieu du gué. Mais quand l'histoire n'est qu'une succession de gués... (...)

Dans un monde mouvant, secoué de crises épisodiques, la S.f.i.o. n'est pas plus malade, intellectuellement, que les partis frères européens. Elle a seulement le redoutable handicap d'une organisation insuffisante pour les batailles qu'il lui faut livrer; elle souffre également de la concurrence d'un Parti communiste plus riche en ressources humaines et financières; les plus graves menaces lui viennent enfin de sa position médiocre sur l'échiquier électoral qui balance militants et électeurs entre l'aspiration à l'unité des gauches et la défiance à l'endroit du P.c.f., entre le désir d'efficacité immédiate qui les pousse à de larges regroupements et la crainte de s'y dissoudre.

Dans un temps de passion, voire de déraison, elle s'obstine à prôner le dialogue; dans un temps où la publicité capitaliste d'une part, le lyrisme révolutionnaire de l'autre font tourbillonner les esprits, elle prétend raison garder. Elle hait la violence, les guerres civiles et autres; mais elle a cessé de croire que le capitalisme fut seul à porter la guerre en ses flancs comme la nuée l'orage. La révolution même n'est qu'un soubresaut dans une évolution continue, hors de toute perspective eschatologique : l'histoire connaît des accélérations, mais nulle fin.

Par là, elle rejoint le sentiment obscur d'une opinion lentement laïcisée, dont pourtant elle sous-estime les complexes, les refoulements et les amertumes. Le monde moderne a besoin de mythes à la mesure de ses rêves : la faiblesse de la S.f.i.o. aura sans doute été de ne lui proposer que des solutions raisonnables, sinon réalistes (...).

De son histoire, il est maintes leçons à tirer, nombre d'erreurs à éviter : l'obsession des urnes et du présent, la propension au compromis, le fractionnisme, une bonne volonté sans technique ou une technique sans enthousiasme, un patriotisme de parti souvent ombrageux et défiant de la nouveauté. Mais comment ne pas faire la contrepartie ? La générosité, le goût des responsabilités concrètes, une certaine honnêteté de langage, un optimisme de bon aloi, un attachement viscéral aux libertés fondamentales, le respect du travailleur et du citoyen. »

Plus efficace qu'un discours

Un débat, un de plus. Le plus spectaculaire, peut-être, A armes égales. Elle cause, elle cause, la télévision. Pourtant, c'est lorsqu'elle se tait pour laisser parler les images qu'elle devient vraiment éloquente. Ainsi, l'autre mardi, Edmond Maire, secrétaire général de la C.f.d.t., « faisait la décision » face à Joseph Fontanet, ministre du Travail, grâce à un petit quart d'heure de film qui en disait plus long qu'un long discours.

En images toutes simples, Maire démontra parfaitement que le thème choisi pour le débat — les conditions de travail — était bien d'actualité. Car, disait implicitement le film, elles ne doivent pas être brillantes, ces conditions de travail, pour que tous les patrons sollicités d'ouvrir leurs usines à la caméra de l'équipe de Maire aient refusé. C'est ce refus que le secrétaire général de la C.f.d.t. a choisi de montrer, les tentatives infructueuses de son équipe technique. Les conversations téléphoniques avec les différents responsables d'usines servant de contre-point — ô combien « parlant » — à ces images de murs d'usines autour desquels la caméra tournait, tournait, faute de pouvoir les franchir...

Opération réussie. Le film a fait mouche. Sans grandiloquence, mais avec une parfaite maîtrise de l'image et du son.

La copie conforme de Clavel

C'est, sans doute, nouveau : le film entre, peu à peu, dans la panoplie de l'homme politique. Une arme qu'il faut encore apprendre à manier : le désarroi de certains protagonistes passés d'Armes égales en témoigne. D'autres, par contre, bien épaulés par leur équipe de réalisation, ont réussi leur galop d'essai en images. Le dernier en date, Maire excepté : Maurice Clavel.

Véritable appel à changer la vie, son film a frappé. Tellement que la direction de l'Office a refusé à l'écrivain-journaliste de le lui vendre. Qu'à cela ne tienne. Clavel a demandé à Joris Ivens de tourner à nouveau, sur le même scénario, le même commentaire et, autant que possible, sur des images similaires, une copie conforme de ce film par lequel, il y a un peu plus de deux mois, le scandale était arrivé au petit écran. Terminé, le court métrage, d'un impressionnant lyrisme et sur lequel plusieurs distributeurs ont des vues déjà, vient d'obtenir le visa de la commission de censure...

G. S.

Au risque de vous plaire

Emission de la semaine : l'adaptation du « Père Goriot » de Balzac par Jean-Louis Bory (jeudi 9 mars, 20 h 30, ch. 2). Charles Vanel incarnera ce Roi Lear du vermicelle, entouré de personnages — Rastignac, le politicien opportuniste et proche de la Finance, le barbouze Vautrin... — dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont toujours d'actualité.

VENDREDI 3 MARS :

« Légion », du Goncourt Bernard Clavel : la vie d'un village de Franche-Comté autour d'un ex-légionnaire (20 h 30, ch. 1).

L'heure de vérité : portrait-débat d'une directrice de lycée (21 h 30, ch. 2).

SAMEDI 4 :

Actualités de l'Histoire : Claude-André Julien parle de son livre « L'Afrique du Nord en marche » (17 h 40, ch. 1).

« Le rendez-vous des Landes », dramatique de Jean Cosmos (20 h 30, ch. 1).

L'oreille en coin : souvent drôle (tous les samedis, 14 h 05 et les dimanches, 9 h 30, France-Inter).

Première d'une série de Philippe Soupault sur Théophile Gautier (21 h 45, France-Culture).



Jerry Lewis.

DIMANCHE 5 :

« Docteur Jerry et Mister Love » : l'un des meilleurs Jerry Lewis — qu'affaiblira, hélas, le doublage (14 h 30, ch. 2).

« Vive Joseph Delteil » : 2e partie de l'émission de Jean-Marie Drot (20 h 30, ch. 2).

« Major Dundee », western baroque de Peckinpah (20 h 40, ch. 1).

« Aujourd'hui, la Chine », reportage (21 h 20, ch. 2).

Ciné-club : « New York — Miami » : un Capra de l'âge d'or (23 h 10, ch. 2).

LUNDI 6 :

« L'évasion du duc de Beaufort » (Les évasions célèbres), de Christian-Jaque et André Castelot (20 h 35, ch. 1).

MARDI 7 :

« Pelle viva » : à Milan, une histoire d'amour... et de chômage (15 h 10, ch. 2).

MERCREDI 8 :

« Notre-Dame de Paris », de Jean Delannoy (20 h 30, ch. 2).

« Bienvenue à... Georges Brassens », 1re partie (21 h 25, ch. 1).

Mohamed, prends ta valise

En Algérie, le chômage lui dit : « Prends ta valise, et pars en France chercher du travail. » En France, c'est le racisme qui lui lance : « Prends ta valise et retourne chez toi. » Sorte de Jacques Bonhomme algérien, Mohamed va d'exil en exil, lutte et espère... Son histoire, une jeune troupe algérienne la fait revivre chaque soir en jouant « Mohamed, prends ta valise », de Kateb Yacine. De Maison de jeunes en Bourse du travail, de centre social en foyer culturel, le Théâtre de la Mer parcourra toute la France d'ici au mois de juin.

S'agit-il d'une pièce ? D'une bande dessinée ? En trente-sept séquences, rapides et nerveuses, soixante ans d'Algérie défilent devant vous. « Recrutement forcé des troupes coloniales... Dans le train Marseille-Paris... Mohamed entre dans un bal raciste, où il est provoqué... Négociations pétrolières... Mohamed fait le mort et rentre en Algérie... » Un accord de guitare nous transporte en Algérie, un autre nous ramène au foyer des émigrés. Les auteurs jouent, miment, dansent, chantent. En un arabe dialectal dont les mots ont été choisis pour être compris dans toutes les régions d'Algérie. Ou en français, quand, par exemple, le trio « Pompez-tout, Pompez-doux et Pompez-tout-doux » vient discuter pétrole.

Pas de costumes, pas de décors — quelques accessoires accrochés à des porte-manteaux. D'une séquence à l'autre, l'acteur saisit ou dépose son casque colonial, son balai, sa valise. C'est l'ambiance de la fête



improvisée. Yacine et le Théâtre de la Mer ont pleinement atteint leur objectif : refaire du spectateur l'homme qui rêve et se souvient en écoutant le conteur public du coin de la rue.

Il a fallu plusieurs mois de travail commun. Après trois ans de création et de tournées à travers l'Algérie, les vingt-cinq animateurs du Théâtre de la Mer pensaient très fort à un spectacle sur l'émigration. Yacine aussi. Un ami commun a provoqué le contact. Les deux projets se sont rencontrés, Yacine s'est intégré à « l'atelier ». « Il écrivait, nous montrait le texte, écoutait nos critiques, remettait en chantier... A aucun moment, il ne s'est barricadé derrière ses prérogatives d'auteur ». Il n'en avait pas envie : « Ç'a été une révélation pour moi, dit Kateb Yacine à « l'Unité ». Etre en face du papier, c'est une chose; mais c'est autre chose d'être au milieu d'un groupe auquel on ne peut pas imposer, auquel on peut seulement proposer une base de travail. »

Lors de la tournée en Algérie, chaque représentation a été suivie d'un débat. Des spectateurs découvraient, questionnaient. D'anciens émigrés se retrouvaient : « L'accident avec le motocycliste, c'est exactement ce qui m'est arrivé; j'ai été arrêté, expulsé. » Le dialogue sera poursuivi lors de la tournée française. Et il n'est pas impossible que la pièce soit réécrite, en fonction de toutes les expériences rencontrés en chemin.

DANIEL MITRANI


Willie Mae Thornton.

Jazz : une fille de l'Alabama

Après les langueurs assez fades de Stan Kenton et Benny Goodman, leurs précédents visiteurs, les Parisiens vont retrouver le nerf originel du jazz à Pleyel, ce vendredi, avec l'American folk blues festival.

Au programme, notamment, l'orchestre du chanteur-guitariste T-Bone Walker et le pianiste et chanteur Memphis Slim, pratiquement établi à Paris.

En revanche, les Français connaissent beaucoup moins bien une autre vedette de ce Blues festival, la chanteuse Willie Mae Thornton.

La faute à pas de chance : un chanteur blanc nommé Elvis Presley lui a confisqué la grande renommée en lui subtilisant — pour en vendre 2 millions de disques — son « Hound dog ».

Mais pour qui a vu, comme nous, cette fille de Montgomery (Alabama) faire s'entasser la jeunesse de New York dans le jardin du Musée d'art moderne de la 53e rue, « Big mama » Thornton a de la ressource. Le public français, on peut le parier, ne résistera pas à ses blues impétueux et revendicatifs, coupés de soliloques parlés. A Pleyel, un ouragan noir va passer.

S.R.

La Vè République des marchands de canons

Un navire de guerre explose et brûle, dans un éclaboussement de gerbes enflammées. Dessous, une légende : « Mouche à tout coup... avec l'implacable précision que le téléguidage confère à l'engin. La terreur des amiraux... » Ce n'est qu'une publicité, parmi tant d'autres, dans une revue militaire française.

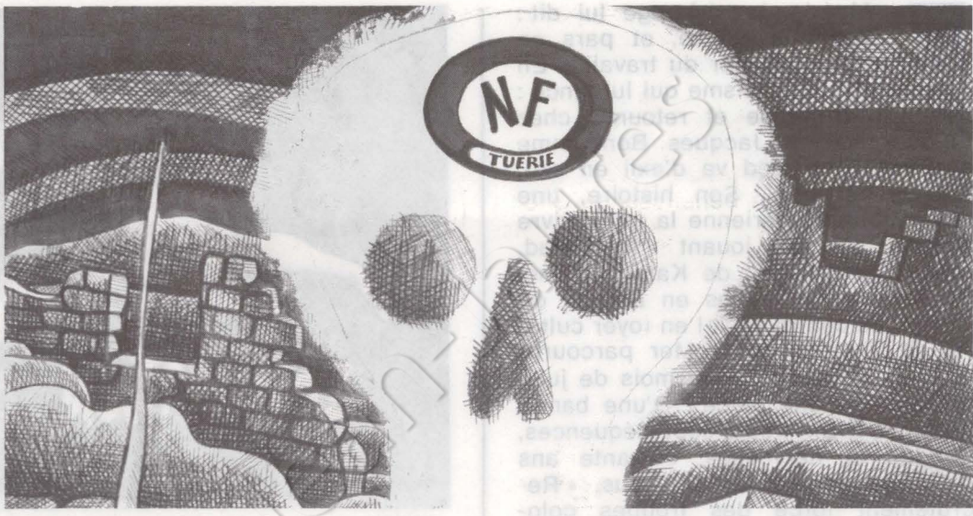
Aujourd'hui, le missile mer-mer, le char d'assaut ou le Mirage — la mort, somme toute — se vendent comme n'importe quelle lessive aux enzymes, facilités de paiement comprises. Avec l'extraordinaire développement de leur diffusion, les armes ont rencontré la société de consommation. Et les principes de vente restent les mêmes.

Le temps du trafiquant d'armes, à mi-chemin du margoulin et de l'agent secret, est aujourd'hui presque révolu. Les gouvernements contrôlent, plus ou moins ouvertement, 90 % du trafic mondial. La fabrication et la vente d'armes sont une trop bonne affaire pour qu'on la laisse aux mains d'aventuriers, souvent ignorants des lois de la grande politique.

La Ve République figure dans le peloton de tête de ces gouvernements marchands de canons. Sans les Mirage de Marcel Dassault — 80 ans le 22 janvier — accessoirement député U.d.r. de l'Oise, la balance commerciale de la France aurait été déficitaire cette année. La progression des ventes d'armes françaises à l'étranger est un beau sujet de satisfaction pour le Pouvoir. De 1965 à 1970, elles passent de 2,80 milliards de francs à 7,21 milliards. En cinq ans, la France rattrape à grand pas les deux super-grands : les U.s.a. réalisent, quant à eux, 15 milliards de ventes à l'exportation, laissant à l'U.r.s.s. un marché de 10 milliards. Peu d'industries françaises présentent un tel bilan.

Des surplus aux gadgets

A vrai dire, la France n'est pas sourcilleuse sur le régime des pays qui lui achètent des armes. On trouve du matériel français sur tous les continents. Plus précisément, dans quatre-vingt pays. Des pays riches : les U.s.a., la R.f.a., la Suisse, la Belgique. Et des pays sous-développés, comme l'Inde, le Pakistan, la Côte d'Ivoire et le Gabon. Des régimes fascistes ou racistes, comme l'Afrique du Sud, la Grèce, le Portugal et l'Espagne.



Car la possession d'une armée moderne est devenue le premier symbole de la liberté conquise pour un pays nouvellement indépendant. Il n'y a pas encore d'exemple d'un pays décolonisé qui ne se soit immédiatement préoccupé d'acheter des armes. Dans un premier temps, l'ex-colonisé achète du matériel léger, en général des surplus fourgués par l'ancien colonisateur. Puis viennent les armes dites « de prestige » : chars et gadgets électroniques, avions à réaction et sous-marins, missiles et roquettes sophistiqués. Peu importe que ce matériel soit généralement inadapté à la configuration géographique du pays : il existe aussi un snobisme de l'armement.

C'est d'abord là qu'il faut chercher les raisons du développement des ventes d'armes françaises. Les dépenses militaires des pays du Tiers-Monde se sont accrues, en cinq ans, de 73 %. Avec des Budgets où les frais militaires représentent souvent plus de 20 % des dépenses.

Le développement du marché des armes obéit à une logique implacable : toujours détenir une arme supérieure à celle de l'adversaire potentiel. Israël, armé de Vautour et de Mystère IV, voit les Arabes passer du Mig 15 au Mig 21. Il lui faut donc acheter des Mirage et des Phantom pour conserver cette petite marge de technicité, de sophistication et de vitesse qui sauve parfois la vie des équipages.

Cette dangereuse escalade se mesure en milliards et en lourdes dettes. Aujourd'hui, les pays sous-développés dépensent cinq fois plus en armement que le total des aides et prêts qu'ils reçoivent des pays développés. C'est aussi cela, la « recolonisation ». D'autant que les armes se démodent de plus en plus vite. L'époque est finie où le même Mauser, datant de la dernière guerre, passait successivement de pays en pays, de soldat en soldat.

L'Elysée tranche

Vendre une arme est un acte commercial complexe, qui engage pour longtemps les deux parties, l'acheteur et le vendeur. Il doit répondre à un objectif double : rentabilité financière et politique. Les Américains ont leur propre école de vente : le profit d'abord; viennent ensuite les justifications traditionnelles sur la défense du « monde libre ».

Depuis dix ans, un homme, Henry John Kuss Jr, règne sur les ventes d'armes américaines à l'étranger. Dans son bureau 4. E-280 du Pentagone, siège de la direction de la Section des négociations logistiques des Affaires de sécurité internationale du Département d'Etat, il a négocié les plus beaux contrats de l'après-guerre.

Il a appris aux autres pays marchands de canons que, pour conquéri

un marché d'armement, il faut utiliser des méthodes modernes et agressives de vente, avoir recours à toutes les ficelles du marketing industriel. C'est de ce modèle américain que la technique française de vente tend à se rapprocher de plus en plus : avant tout, réaliser des bénéfices, sans oublier cependant les grands desseins diplomatiques de la Ve République — en Méditerranée par exemple. La France se prive d'importantes rentrées en décrétant l'embargo sur Israël. Mais elle vend des Mirage à la Libye pour renforcer sa position dans les pays arabes.

La foire aux armes

Les ventes d'armes sont confiées en France à la Délégation ministérielle pour l'armement (D.m.a.), qui dépend du ministère de Michel Debré. Là encore, pour les décisions importantes, c'est l'Elysée qui tranche en dernier ressort. La D.m.a. dirige huit services qui contrôlent les industries d'armement étatisées (Tulle, Châtellerault, Chantiers de l'Atlantique, Aérospatiale, Bayonne, Sud-Aviation et Saint-Etienne); 270 000 ouvriers, en tout, travaillent dans le secteur armement, que ce soit dans l'industrie publique ou privée. Cette année encore, 40 % du matériel fabriqué partira à l'étranger. Sur 1 140 Mirage sortis des chaînes de la société Marcel Dassault, moins de 500 ont équipé l'armée française.

Comme l'automobile et le bateau, l'industrie d'armement tient Salon. Tous les deux ans, au camp de Satory, près du château de Versailles, une centaine d'invités, triés sur le volet, peuvent visiter « l'exposition d'armement terrestre ». Les militaires français leur remettent alors un catalogue bleu en trois tomes — soit 1221 pages en 1971 — où se trouve répertoriée la fine fleur des armes et munitions. En 1971, l'armée française avait, par exemple, invité le prince Juan Carlo, héritier choisi par le général Franco. Il posa complaisamment pour les photographes devant un char A.m.x. 30.



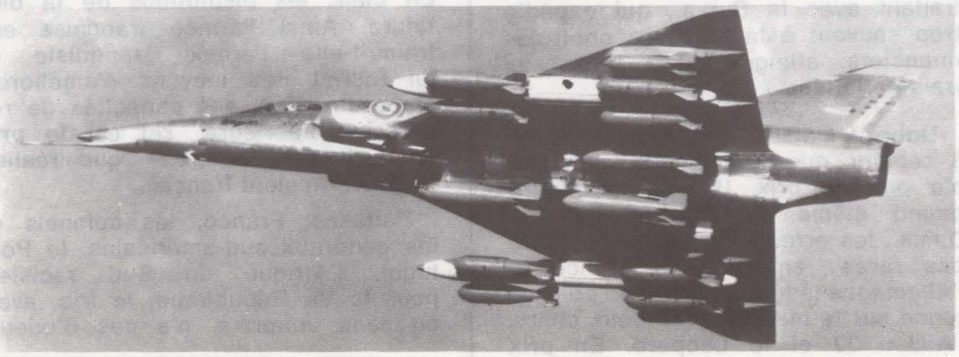
Des clients sérieux à la foire-expo de Satory, en juin dernier.

Sous les yeux des invités, les constructeurs font évoluer leurs dernières créations. Cette année, un des clous de cette foire aux armes était le blindé V.x.b., dernier-né des usines Berliet. Conçu pour les émeutes de rue, il peut recevoir une mitrailleuse lourde sur son toit et transporter 12 hommes. Grâce à une « lame hydraulique de dégagement », escamotable et comparable à celle d'un chasse-neige, il est capable « de déblayer en quelques secondes n'importe quel barrage dressé en travers d'une rue ». C'est du moins sa publicité qui l'affirme.

Cet exemple montre la valeur d'un argument cher à notre ministre de la Défense nationale. Comment peut-il affirmer que le matériel livré par la France ne saurait servir à mater un mouvement populaire ou une rébellion ? D'ailleurs, la France a déjà vendu à l'étranger 1592 Alouette II et III, des hélicoptères construits par Sud-Aviation. Type même du matériel seulement utilisable pour des opérations intérieures.

A la tête des vendeurs français, un polytechnicien de 51 ans, Hughes de l'Estoile. Sous sa direction, la France s'est dotée d'un redoutable appareil commercial. Chaque attaché militaire d'ambassade est chargé de collecter des informations sur les be-

→



Le Mirage-5 « de chez Dassault ».

→

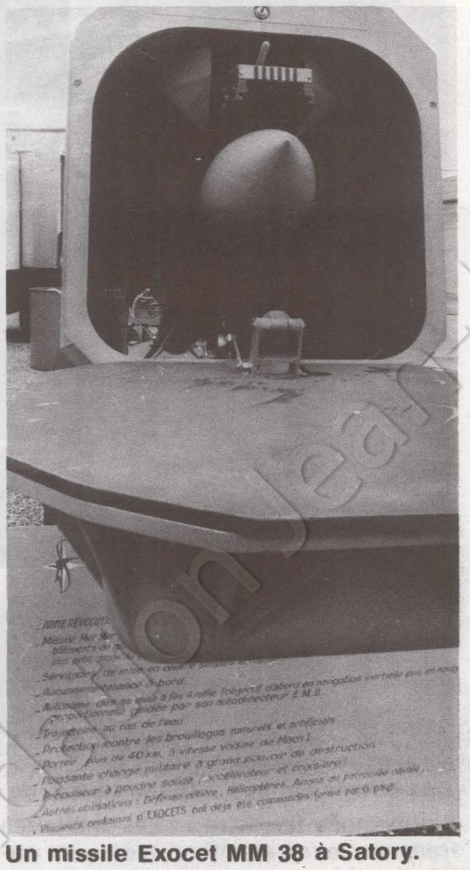
soins en armement du pays où il réside. Quant aux agents du Sdece, on leur a attribué parfois un rôle, peu voyant, de commis-voyageurs en armement. D'ailleurs, le ministère sait recevoir les acheteurs éventuels. Généralement reçus à l'hôtel George V, il prend à son compte leurs frais de résidence dans ce palace.

Pour s'imposer sur le marché, les Français n'hésitent pas à pratiquer le dumping. Les Américains ne versaient jamais aux divers « intermédiaires » de commissions supérieures à 5 %. A cause des surenchères françaises depuis dix ans, le taux moyen se situe aujourd'hui autour de 10 %. Parfois même 15 %. Ce qui ne manque pas d'exaspérer les services américains et anglais, qui accusent les Français de « casser » le marché.

Les bénéfices de Dassault

Autre argument de poids : la qualité du matériel. Le missile S.s. II, construit par la firme Matra et qui figure parmi « nos » grandes réussites, s'exporte à 80 000 exemplaires, y compris vers les U.s.a. Il coûte à l'armée française 11 000 F l'unité, pièces de rechange comprises; mais seulement 6 000 F à l'exportation. C'est le seul missile au monde garanti pour cinq ans. Cette année, la vedette de l'armée française est le missile mer-mer Exocet. D'une portée de 40 km, il équipe des vedettes rapides du « type Cherbourg ». Grâce à lui, Nord-Aviation vient de réaliser une belle percée sur le marché américain, où il est fabriqué sous licence par la firme Boeing. Les premières séries sont actuellement livrées à la Grèce, avant même l'armée française — au grand dépit des amiraux de notre flotte, avides de « faire joujou ».

La victoire éclair des Israéliens pendant la guerre des Six jours a assuré une extraordinaire publicité aux Mirage. La semaine dernière encore, le Venezuela en a commandé 15, afin d'avoir sa place dans l'escalade d'armement qui se déroule en Amérique latine — 16 Mirage III E pour le Brésil et 12 pour l'Argentine,



Un missile Exocet MM 38 à Satory.

16 Mirage 5 (version simplifiée du III) pour la Colombie et 14 pour le Pérou... Rien d'étonnant alors que 71,6 % des exportations 1970 aient concerné l'aéronautique. Une fois de plus, la liaison entre industries privées et publiques profite, sous la Ve République, au secteur privé. Plus précisément à Dassault, gros bénéficiaire des efforts du gouvernement pour développer les ventes d'armes françaises. Il n'est pas rare que la marge bénéficiaire des industriels traitant avec la D.m.a., qui expédie trop souvent à la hâte ses contrôles financiers, atteigne 50 % brut. Aux frais de l'Etat.

Debré, ministre des Armées, aime à répéter que la Défense nationale n'a pas de prix. Il nous permettra quand même de montrer qu'à la D.m.a., les erreurs de gestion ne sont pas rares : en 1960, la France et l'Allemagne fédérale entrent en concurrence sur le marché avec deux chars, l'A.m.x. 30 et le Léopard. En prix export, le char français coûte 2 millions, et ses qualités sont nettement inférieures au char allemand. Peu importe. La D.m.a. donne l'autorisation de lancer sa fabrication. Résultat : seulement treize chars de ce type sortent chaque mois de chaînes dont la capacité atteint facilement la vingtaine.

La France n'en a donc vendu encore que 79 à l'étranger. Et le marché est complètement bloqué. Pendant ce temps, les Allemands vendaient 3 500 Léopard, à un prix plus concurrentiel : 1,8 million de francs.

Répression intérieure

L'exportation de matériel de guerre n'est pas une opération commerciale pure et simple, un marché de type classique. Pour faire aboutir la négociation d'un contrat, il faut souvent prendre des engagements plus complexes : envoi d'instructeurs — cas des pilotes français en Libye — d'experts et de techniciens. Quand il ne s'agit pas d'accords bilatéraux, que l'on peut même qualifier d'alliances militaires, prolongement logique de la fourniture d'armes.

Ainsi, de grandes manœuvres franco-espagnoles vont, en juin, se dérouler dans le sud de l'Espagne. Nom de code prévu : « Galia ». Officiellement, il ne s'agit que de manœuvres entrant dans « le cadre d'accords strictement techniques ». Peut-être. Encore faut-il savoir que la loi organique de l'Etat espagnol, la Constitution franquiste, rappelle de façon impérative que l'armée doit avoir pour vocation principale « la défense de l'ordre institutionnel ». En clair, les institutions de la dictature. Ainsi l'armée française entraîne-t-elle l'armée franquiste et lui fournit des moyens d'améliorer, si besoin était, ses capacités de répression intérieure. Tel est le prix des « bonnes affaires » que réalise le gouvernement français.

Pattakos, Franco, les colonels et les généraux sud-américains, le Portugal, l'Afrique du Sud raciste : pour la Ve République, le fric, avec ou sans uniforme, n'a pas d'odeur.

NICOLAS BRIMO

Nos lecteurs et les impôts

Dans notre courrier, un grand nombre de lettres sur les problèmes des impôts. La plupart émanent de contribuables salariés qui dénoncent une iniquité dont nous avons déjà beaucoup parlé. En voici deux autres, qui donnent des exemples à verser également au dossier de l'injustice fiscale.

« Je crois qu'il est grand temps de se pencher sans idée préconçue sur la situation des non-salariés, pour l'étudier véritablement. Un fait précis : la taxe complémentaire a été effectivement supprimée, mais ne croyez pas que le ministre des Finances nous ait fait un bien grand cadeau. En effet celle-ci était déductible des revenus l'année suivante. Question fraude fiscale, je vous signale que je déclare la totalité de mes achats dans ma déclaration à l'inspecteur des Contributions directes. Il ne peut pas en être autrement : d'une part, les achats sans facture n'existent pas ou n'existent plus; d'autre part, les paiements s'effectuent par chèques postaux ou bancaires, donc facilement vérifiables. Et, à partir du montant des achats, croyez-bien que l'inspecteur sait fort bien calculer le montant de nos ventes. Nous en arrivons donc à cette injustice que, ne fraudant pas, nous payons plus d'impôts qu'un salarié. Il est grand temps que le Parti socialiste prenne conscience qu'il faut défendre aussi la classe moyenne. Il n'est qu'un seul ennemi : le grand capital. » (C. Dufour, pharmacien à Jumilhac-le-Grand, Dordogne).

Anonymes favorisés

« Les transferts d'actions de sociétés anonymes sont exempts de droits — ceci de tout temps, pour ne pas pénaliser les transactions boursières. Mais, alors, comment admettre que les cessions de parts des sociétés à responsabilité limitée soient grevées d'un droit de 4,80 % ?

Etant donné que ces deux types de sociétés subissent, par ailleurs, les mêmes charges fiscales, il est illogique de pénaliser la petite entreprise, qui seule est en S.a.r.l., au bénéfice de la grosse, qui toujours est en anonyme.

De même, les P.d.g. des sociétés anonymes sont considérés comme salariés, et détaxés comme tels, quel que soit le nombre de leurs actions, alors que les gérants de S.a.r.l. ne sont plus considérés comme salariés s'ils sont majoritaires, et paient, par suite, le double d'impôts.

Pourquoi cet avantage — très marquant — en faveur de la grosse affaire au détriment de la petite ?» (Paul P., inspecteur des Impôts, Lyon, Rhône).

« Dimanche matin, j'avais rendez-vous avec trois camarades afin de constituer l'équipe de diffusion de « l'Unité » sur le marché de Palaiseau.

Le camarade chargé de la diffusion nous apportait notre dotation. Sur les 50 « Unité », 17 avaient déjà été vendues, nous avions donc charge d'en vendre 33, ce qui fut fait en une heure et demie.

Ayant pu, parmi les multiples tâches qui incombent au premier secrétaire d'une fédération, dégager deux heures pour participer à la diffusion de notre journal, je voulais vous faire partager la joie que j'ai pu ressentir en constatant l'impact réel du Parti dans la population. Poursuivons notre effort, nous sommes sur la bonne route. » (Pierre Noé, premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Essonne).

Abonnez-vous

Depuis notre premier numéro, nous avons entrepris un gros effort de prospection pour atteindre directement chaque semaine plusieurs milliers d'amis et sympathisants à qui nous demandons de souscrire un abonnement à « l'Unité ». Cet appel a déjà été largement entendu, puisque nous avons enregistré 3 000 abonnements nouveaux pendant le mois de février. Il est cependant évident que nous ne pouvons pas envoyer le journal gratuitement aux mêmes destinataires pendant plusieurs semaines. Nous invitons donc tous ceux qui sont intéressés par notre journal et veulent l'aider à se développer, à s'abonner sans tarder à l'aide du bulletin ci-dessous. A tous, merci.

Pour des raisons matérielles, les abonnements ne peuvent être mis en service que la semaine suivant celle où nous les avons reçus.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

ROTISSERIE DE L'ABBAYE
SAINT-GERMAIN-DES-PRES
Dans un CADRE EXCEPTIONNEL, un DINER-SPECTACLE de qualité, d'humour, de fantaisie : 44 F + vin et service (ou à la carte). Et déjeuners ou dîners de groupe
22, rue Jacob DAN. 36-26

Ma part de vérité

La ville et les champs

26 février

De Thucydide, cette réflexion: « Tout être exerce tout le pouvoir dont il peut disposer ». Ce revolver que tient à la main Jean-Antoine Tramoni, c'est le pouvoir. Tirer n'en est que l'exercice. Peu importe qu'il obéisse à la colère ou à la peur. Il tire, puisqu'il est le pouvoir. Et il tue. Qui est-il ? Personne, en vérité. Il tire et il tue pour le compte d'autrui. A la lettre, il exécute.

Et qui est-il, celui qui va mourir à la porte Zola de la Régie Renault ? Coupable d'avoir protesté contre le licenciement d'un ouvrier algérien, coupable lui-même d'avoir bu un verre dans le café d'en face sans s'être dévêtu de son bleu de travail, on le licencie à son tour. Verboten ! Il refuse la société qui le refuse ou vice versa. Incompatibilité d'humeur absolue. Verdict la mort.

On peut parler après cela de provocation, d'irresponsabilité. Cela m'arrivera aussi d'employer ces mots. Pour l'instant, je sais qu'un ouvrier a eu le cœur traversé par une balle et qu'on l'enterrera bientôt, que ce n'est pas tout à fait par hasard, qu'il s'agit d'un ordre des choses parvenu à l'extrémité de sa propre logique. René-Pierre Overney voulait à sa manière changer la vie. Pour lui, c'est fait.

28 février

Aussi souvent que je le peux, je visite, le dimanche matin, les communes (il y en a 153) de la circonscription dont je suis le député. J'y rencontre les conseillers municipaux. On discute eau, électricité, routes, assainissement, bâtiments publics et, depuis quelque temps, fusion des communes rurales (tout le monde est contre, par ici). Viennent se joindre à nous les responsables des activités locales. On parle des mêmes choses et ce n'est jamais la même chose.

Hier, j'étais à Chaumot, 108 âmes (le mot résiste). Le bourg domine la vallée d'Yonne et le canal du Nivernais. Sur l'autre rive, en contre-bas, s'étire à portée de voix la commune-sœur de Chitry-les-Mines. Chitry possède l'église, le cimetière et le château, mais pas les mines que revendique Chaumot (« c'est notre plomb qui a servi pour les toitures de Notre-Dame de Paris »). La gare est mitoyenne, mais aucun train ne s'y arrête. Chaumot n'a rien, que son joli site et l'amour de ses habitants. On murmure que le préfet mijote l'effacement de Chaumot au profit de Chitry et, comme s'il s'agissait d'une relation de cause à effet, on souligne malicieusement que Chitry vote pour le château, qu'habite une ancienne famille seigneuriale, tandis que Chaumot vote à gauche. Chitry et Chaumot ne sont pas en guerre, loin de là. On s'observe avec attention, voilà tout.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Jules Renard a vécu son enfance à Chitry, dans la maison de ses parents. Son père s'y tua d'un coup de fusil. Le puits de Poil de Carotte est au milieu du jardin. Sa mère se jeta dedans. Ce jour-là, Jules Renard lisait, à quelques pas, une lettre d'Alfred Capus qui annonçait son arrivée. Il se précipita. « L'échelle ne touche pas à l'eau. D'une main j'essaie de prendre cette chose morte qui ne remue plus. La tête est sous l'eau. La robe se déchire. Je remonte. Je n'ai fait que me mouiller un pied », écrit-il dans son « Journal », et il soupire : « C'est une façon bien compliquée de me faire orphelin ».

En 1896, il quitta Chitry pour Chaumot, dont il devint le maire huit ans plus tard. Il y loua une belle bâtisse de tuiles brunes, plantée au rebord du plateau, juste au-dessus de la rivière, et l'appela « la Gloriette ». De sa fenêtre, il pouvait regarder les meilleurs prés de la région, « les bœufs qui s'avancent lentement, comme des juges, en mangeant l'herbe », et la masse bleue du Morvan.

Pierrot Martin, le plus jeune conseiller municipal de Chaumot (la trentaine), ouvrier chez Michelin à Bourges, rentre au village tous les samedis. Il tient de son père des anecdotes sur Jules Renard ignorées des érudits. J'apprends l'histoire des objets familiers : le sac de voyage et le chapeau melon haut-de-forme (donnés à M. Martin par Honorine Chalumeau, la servante), qui ont dormi sous la poussière du grenier jusqu'à ce qu'on les mette au feu; l'encrier, les porte-plume jalousement gardés par les voisins et que la mort, le temps, l'oubli ont dispersés. « La Gloriette » fut vendue en 1909. Jules Renard n'avait pas d'argent pour l'acheter. « Je suis pauvre et on me croit riche, je suis malade et on me croit bien portant ». Il fit hâtivement réparer la vieille maison de Chitry. Le 22 février 1910, il nota : « Aujourd'hui, quarante-six ans. Jusqu'où irai-je ? jusqu'à l'automne ? » (c'était la première fois qu'il s'avouait ambitieux) et mourut au printemps.

A Chaumot, où l'on veut vivre, on attend de pied ferme la loi Marcellin. Je ne connais pas une commune de la Nièvre qui accepte de disparaître. Moissy-Moulinot, à deux lieues de Chaumot, n'a que 26 habitants, mais menace de lever les fourches à la première alerte. Sur les 38 000 communes de France, combien réagissent ainsi ? Presque toutes.

Pour ne rien celer, je les approuve. Tant pis si les têtes d'œufs qui régentent Paris se renfrognent. Apparemment elles ont la partie belle : le nationalisme de Lilliput semblera dérisoire. Mais moi, je m'émerveille de cette infrastructure : 500 000 conseillers municipaux (sans compter ceux qui voudraient l'être), 500 000 bénévoles au service des autres, cela vaut mieux pour la démocratie qu'un régiment de sous-préfets. Je me plaindrais plutôt qu'il n'y ait pas, dans chaque quartier, dans chaque rue, dans chaque hameau, des animateurs que délégueraient les associations de locataires, de parents d'élèves, d'usagers des transports en commun, les clubs sportifs, les syndicats d'initiative, les comités des fêtes, et qui seraient obligatoirement consultés par les élus du suffrage universel sur les sujets de leur compétence. Décentraliser, maître-mot de la démocratie moderne.

Je crains qu'on ne fasse une confusion en haut-lieu. L'important n'est pas de fusionner le territoire des communes rurales en violentant l'Histoire, la géographie et tant d'attachements sensibles, mais d'associer leurs compétences techniques, économiques et financières. Le syndicalisme intercommunal, acte libre, répond aux besoins d'un pays, le nôtre, que nos petits Bonaparte de droite et de gauche rêvent toujours de mettre au pas.

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT